



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 22 FÉVRIER 2017
GEMEENTERAAD VAN 22 FEBRUARI 2017

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Christian Magérus, Abdellah Achaoui, Houria Ouberri, Pierre Vermeulen, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivia P'Tito, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhroufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Lazare Mbulu Azanga, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Ann Gilles-Goris, *Échevin(e)/Schepen* ;
Jamal Ikazban, Mohammadi Chahid, Badia El Belghiti, Paulette Piquard, Khadija El Hajjaji, Nader Rekik, Georges Van Leeckwyck, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:15
Opening van de zitting om 19:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

22.02.2017/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à la gestion des cyclistes le long de la chaussée de Gand.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne annexée.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie betreffende het fietsbeleid op de Gentsesteenweg.

DE RAAD,

Neemt kennis van de burgerinterpellatie in bijlage.

De Raad neemt kennis.

Pierre Vermeulen quitte la séance / verlaat de zitting
Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting
Hassan Rahali quitte la séance / verlaat de zitting

22.02.2017/A/0002 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Approbation du projet d'établissement de l'Ecole
fondamentale communale francophone n°11 (Aux Sources du Gai Savoir).

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le projet éducatif et pédagogique du Pouvoir organisateur de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'article 67 § 1^{er} du Décret du 24 juillet 1997 précité dispose que :

« Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires visés à l'article 69, § 2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte :

1° des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et savoirs;

2° des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études;

3° de l'environnement social, culturel et économique de l'école;

4° de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.

Lorsqu'il s'agit d'un établissement d'enseignement ordinaire, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mises en œuvre pour favoriser l'intégration des élèves à besoins spécifiques, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

Le projet d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs généraux et les objectifs particuliers du décret ainsi que les compétences et savoirs requis.

Dans l'enseignement fondamental, le projet d'établissement établit la manière selon laquelle est favorisée la communication entre l'élève, les personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire et le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical. [...] » ;

Vu la circulaire n°5796 du 30 juin 2016 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2016-2017 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que *« dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son projet éducatif et son projet pédagogique. Chaque école élabore quant à elle son projet d'établissement » ;*

Considérant que ce nouveau projet est l'aboutissement d'une démarche participative impliquant les différents intervenants de l'école ;

Considérant que le nouveau projet d'établissement a été soumis à l'approbation du Conseil de participation de l'Ecole n°11 en sa séance du 10 novembre 2016 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le nouveau projet d'établissement de l'École fondamentale francophone n°11 – Aux Sources du Gai Savoir.

Article 2 :

De joindre un exemplaire de ce projet à la présente.

L'amendement déposé par Monsieur De Block est rejeté par 22 votes négatifs, 2 votes positifs et 7 abstentions.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 24 votes positifs, 7 abstentions.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Goedkeuring van het schoolproject van de Franstalige gemeentelijke basisschool nr 11 (Aux Sources du Gai Savoir).

Het amendement neergelegd door Mijnheer De Block wordt verworpen door 22 negatieve stemmen, 2 positieve stemmen en 7 onthoudingen.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 24 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

22.02.2017/A/0003

Prévention et Vie Sociale

Prévention - VIA Asbl - Convention de collaboration 2016-2024.

LE CONSEIL,

Considérant la création de l'asbl Via dont les statuts ont été déposés le 22 juin 2015 au Greffe du tribunal de commerce francophone de Bruxelles ;

Considérant que l'asbl Via est un Bureau d'accueil pour primo-arrivants reconnu par la Cocof ;

Considérant que l'asbl Via est soutenue par les Communes de Schaerbeek et Molenbeek ;

Vu la convention d'occupation du bâtiment sis en intérieur d'îlot par l'asbl Via, approuvée par le Conseil communal du 25/11/2015 ;

Considérant la convention de partenariat entre la commune et l'asbl Via portant sur la période 2016-2024 prévoit une subvention annuelle de la commune de Molenbeek portant sur un montant de 43.330 € pour 2016 et sur un montant de 40.000 € annuel pour le cycle 2017-2024 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention de partenariat avec l'asbl VIA.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven
Preventie - VIA Vzw - Overeenkomst 2016-2024.

DE RAAD,

Overwegende de oprichting van de vzw VIA waarvan de statuten op 22 juni 2015 werden neergelegd bij de Griffie van de Franstalige rechtbank van koophandel van Brussel;

Overwegende dat de vzw VIA een Onthaalbureau voor de nieuwkomers is erkend door de Cocof;

Overwegende dat de vzw Via ondersteund wordt door de Gemeenten Schaarbeek en Molenbeek;

Gezien de bezettingsovereenkomst van het gebouw door de vzw Via, goedgekeurd door de gemeenteraad van 25/11/2015;

Overwegende dat de partnerschapsovereenkomst tussen de gemeente en de vzw VIA voor de periode 2016-2024 de jaarlijkse toelage van de gemeente Molenbeek voorziet voor een bedrag van 43.330 EUR voor 2016 en een jaarlijks bedrag van 40.000 EUR voor de cyclus 2017-2024;

BESLIST :

Enig artikel :

De partnerschapsovereenkomst met de vzw VIA goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Jef Van Damme entre en séance / treedt in zitting

Hassan Rahali entre en séance / treedt in zitting

Tania Dekens entre en séance / treedt in zitting

22.02.2017/A/0004 **Département Services généraux et Démographie**
Relations Internationales - Programme de Coopération Internationale Communal (CIC) - Projet de Coopération Internationale communale avec la municipalité de Mbour au Sénégal - Signature du Protocole de collaboration générale 2017-2021.

LE CONSEIL,

Vu la note politique sectorielle qui préconise que la commune continue de s'inscrire dans une réelle politique de solidarité internationale en soutenant un partage d'expérience et bonnes pratiques avec d'autres pouvoirs locaux du Sud ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 juillet 2007 relative à l'accord de principe chargeant le service des Relations Internationales d'examiner la possibilité d'une collaboration entre une ville sénégalaise et la commune de Molenbeek-Saint Jean;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 25 février 2015 relative à l'approbation des conventions de collaborations pour la programmation 2014-2016, à savoir la convention spécifiques, les conditions générales de participation et le Protocole de collaboration entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la municipalité de Mbour dans le cadre de la Coopération Internationale Communale ;

Considérant qu'il s'agit pour les villes et communes belges d'échanger, avec des communes du Sud, leur expertise en matière de gestion locale et que ce programme est l'occasion pour notre commune de concrétiser nos objectifs en matières de Solidarité Internationale;

Considérant que l'Association des Villes et des Communes de Bruxelles-Capitale invite les communes à s'inscrire dans un programme de Coopération «

décentralisée » en relayant un appel à projet pluriannuel 2017-2021;
Considérant que le Programme de Coopération Internationale Communale s'insère dans une approche pluriannuelle qui a notamment pour effet une concentration thématique et géographique des actions communales à mener sur le terrain;
Vu que la Logique d'intervention du Partenariat (LIP), stratégie prévisionnelle propre au partenariat comprenant les objectifs, les résultats attendus, les activités, les indicateurs objectivement vérifiables, les hypothèses sera introduite lors du lancement de l'appel à projet 2017-2021;
Considérant que les partenariats N-S seront éligibles uniquement si le Protocole de collaboration générale est signé par les autorités locales des deux communes partenaires ;
Considérant que le service des Relations Internationales se charge de coordonner les modalités du programme ;
Sur proposition du collègue communal du 30 janvier 2017 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver les conventions de collaborations, à savoir le Protocole de collaboration de la phase 2017-2021.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Internationale betrekkingen - Gemeentelijk Internationaal
Samenwerkingsprogramma - Gemeentelijk Internationaal Samenwerkingsproject met de gemeente Mbour in Senegal - Ondertekening van het algemeen samenwerkingsprotocol 2017-2021.

DE RAAD,

Gelet op de sectoriële beleidsnota die aanbeveelt dat de gemeente zich blijft inschrijven in een werkelijk internationaal solidariteitsbeleid door de ondersteuning van het delen van ervaringen en goede praktijken met de andere plaatselijke besturen van het Zuiden;
Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juli 2007 betreffende het principeakkoord dat de dienst Internationale Betrekkingen belast met het bestuderen van de mogelijkheid van een samenwerking tussen de Senegalese stad en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 februari 2015 betreffende de goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomsten voor de programmatie 2014-2016, te weten de specifieke overeenkomsten, de algemene voorwaarden van deelname en het Samenwerkingsprotocol tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de gemeente Mbour in het kader van de Gemeentelijke Internationale Samenwerking;

Overwegende dat het voor de Belgische steden en gemeentes betekent om hun expertise uit te wisselen met de gemeentes van het Zuiden inzake plaatselijk beheer en dat dit programma voor onze gemeente de gelegenheid is om onze doelstellingen te concretiseren inzake de Internationale Solidariteit;

Overwegende dat de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van Brussel-Hoofdstad de gemeenten verzoekt zich in te schrijven in een "gedecentraliseerd" Samenwerkingsprogramma door de invoering van een meerjarige oproep tot projecten 2017-2021;

Overwegende dat het Gemeentelijk Internationaal Samenwerkingsprogramma aansluit

bij een meerjarige aanpak met als gevolg een thematische en geografische concentratie van de gemeentelijke acties om op het terrein uit te voeren;

Gelet op het feit dat de Interventiologica van het Partnerschap, vooruitgeplande strategie eigen aan het partnerschap houdende de doelstellingen, de verwachte resultaten, de activiteiten, de objectief controleerbare indicatoren en de hypothesen zal ingediend worden bij de lancering van de oproep tot project 2017-2021;

Overwegende dat de partners N-Z slechts in aanmerking komen indien het Algemeen Samenwerkingsprotocol ondertekend wordt door de plaatselijke overheden van de twee partnergemeentes;

Overwegende dat de dienst Internationale Betrekkingen belast is met de coördinatie van de modaliteiten van het programma;

Op voorstel van het gemeentelijk college van 30 januari 2017;

BESLIST :

Enig artikel :

De samenwerkingsovereenkomsten goed te keuren, te weten het Samenwerkingsprotocol van de fase 2017-2021.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

22.02.2017/A/0005 **Département Services généraux et Démographie**
Relations Internationales - Programme de Coopération Internationale Communal (CIC) - Projet de Coopération Internationale communale avec la municipalité de Mokrisset au Maroc / Signature du Protocole de collaboration générale 2017-2021.

LE CONSEIL,

Vu la note politique sectorielle qui préconise que la commune continue de s'inscrire dans une réelle politique de solidarité internationale en soutenant un partage d'expérience et bonnes pratiques avec d'autres pouvoirs locaux du Sud ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 mars 2011 relative à l'accord de principe chargeant le service des Relations Internationales d'examiner la possibilité d'une collaboration entre la municipalité de Mokrisset au Maroc et la commune de Molenbeek-Saint Jean;

Vu la convention spécifique de partenariat entre les communes de Mokrisset et de Molenbeek qui a été signée le 27 septembre 2011 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 25 février 2015 relative à l'approbation des conventions de collaborations pour la programmation 2014-2016, à savoir la convention spécifiques, les conditions générales de participation et le Protocole de collaboration entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la municipalité de Mokrisset dans le cadre de la Coopération Internationale Communale ;

Considérant qu'il s'agit pour les villes et communes belges d'échanger, avec des communes du Sud, leur expertise en matière de gestion locale et que ce programme est l'occasion pour notre commune de concrétiser nos objectifs en matières de Solidarité Internationale;

Considérant que l'Association des Villes et des Communes de Bruxelles-Capitale invite les communes à s'inscrire dans un programme de Coopération « décentralisée » en relayant un appel à projet pluriannuel 2017-2021;

Considérant que le Programme de Coopération Internationale Communale s'insère dans une approche pluriannuelle qui a notamment pour effet une concentration thématique et

géographique des actions communales à mener sur le terrain;

Vu que la Logique d'intervention du Partenariat (LIP), stratégie prévisionnelle propre au partenariat comprenant les objectifs, les résultats attendus, les activités, les indicateurs objectivement vérifiables, les hypothèses sera introduite lors du lancement de l'appel à projet 2017-2021;

Considérant que les partenariats N-S seront éligibles uniquement si le Protocole de collaboration générale est signé par les autorités locales des deux communes partenaires ;

Considérant que le service des Relations Internationales se charge de coordonner les modalités du programme;

Sur proposition du collège communal du 13/02/2017;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le Protocole de collaboration de la phase 2017-2021 du programme de Coopération Internationale Communal (CIC) entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la municipalité de Mokrisset au Maroc.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Internationale Betrekkingen - Gemeentelijk Internationaal
Samenwerkingsprogramma - Gemeentelijk Internationaal Samenwerkingsproject
met de gemeente Mokrisset in Marokko / Ondertekening van het algemeen
samenwerkingsprotocol 2017-2021.

DE RAAD,

Gelet op de sectoriële beleidsnota die aanbeveelt dat de gemeente zich blijft inschrijven in een werkelijk internationaal solidariteitsbeleid door de ondersteuning van het delen van ervaringen en goede praktijken met de andere plaatselijke besturen van het Zuiden; Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 maart 2011 betreffende het principeakkoord dat de dienst Internationale Betrekkingen belast met het bestuderen van de mogelijkheid van een samenwerking tussen de gemeente Mokrisset in Marokko en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Gelet op de specifieke partnerschapsovereenkomst tussen de gemeentes Mokrisset en Molenbeek, ondertekend op 27 september 2011;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 februari 2015 betreffende de goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomsten voor de programmatie 2014-2016, te weten de specifieke overeenkomsten, de algemene voorwaarden van deelname en het Samenwerkingsprotocol tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de gemeente Mbour in het kader van de Gemeentelijke Internationale Samenwerking;

Overwegende dat het voor de Belgische steden en gemeentes betekent om hun expertise uit te wisselen met de gemeentes van het Zuiden inzake plaatselijk beheer en dat dit programma voor onze gemeente de gelegenheid is om onze doelstellingen te concretiseren inzake de Internationale Solidariteit;

Overwegende dat de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van Brussel-Hoofdstad de gemeenten verzoekt zich in te schrijven in een "gedecentraliseerd" Samenwerkingsprogramma door de invoering van een meerjarige oproep tot projecten 2017-2021;

Overwegende dat het Gemeentelijk Internationaal Samenwerkingsprogramma aansluit

bij een meerjarige aanpak met als gevolg een thematische en geografische concentratie van de gemeentelijke acties om op het terrein uit te voeren;

Gelet op het feit dat de Interventiologica van het Partnerschap, vooruitgeplande strategie eigen aan het partnerschap houdende de doelstellingen, de verwachte resultaten, de activiteiten, de objectief controleerbare indicatoren en de hypothesen zal ingediend worden bij de lancering van de oproep tot project 2017-2021;

Overwegende dat de partners N-Z slechts in aanmerking komen indien het Algemeen Samenwerkingsprotocol ondertekend wordt door de plaatselijke overheden van de twee partnergemeentes;

Overwegende dat de dienst Internationale Betrekkingen belast is met de coördinatie van de modaliteiten van het programma;

Op voorstel van het gemeentelijk college van 13 februari 2017;

BESLIST :

Enig artikel :

Het samenwerkingsprotocol goed te keuren van de fase 2017-2021 van het Gemeentelijk Internationaal Samenwerkingsprogramma tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de gemeente Mokrisset in Marokko.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

22.02.2017/A/0006 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Jeunesse - Règlement des locations des salles polyvalentes du Service Jeunesse.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 23/09/2015 concernant le nouveau règlement d'occupation des salles communales en vigueur depuis le 1er janvier 2016;

Considérant que le Service Jeunesse, sis 20 rue de Geneffe, dispose de salles qui pourraient être mises en locations conformément au règlement général de location des salles;

Considérant qu'il y a lieu d'insérer dans la partie 2 du règlement général d'occupation des salles le règlement des locations de salles du Service Jeunesse (en annexe);

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le règlement de location des salles polyvalentes du Service Jeunesse, sis 20 rue de Geneffe à Molenbeek et de l'insérer dans la partie 2 du règlement général d'occupation des salles.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 21 votes positifs, 8 abstentions.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Jeugd - Het reglement voor de verhuur van de polyvalente zalen van de Jeugddienst.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zijn zitting van 23/09/2015 betreffende het nieuwe reglement voor het gebruik van de gemeentelijke zalen, inwerking sinds 1 januari 2016;

Overwegende dat de Jeugddienst, gelegen de Geneffestraat 20, over zalen beschikt die verhuurd kunnen worden overeenkomstig het algemeen reglement voor verhuring van de zalen;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot het bijvoegen van het reglement voor de verhuur van de zalen van de Jeugddienst in deel 2 van het algemeen reglement voor het gebruik van de zalen (in bijlage);

Op voorstel van het College van de Burgemeester en de Schepenen;

BESLUIT :

Enkel artikel :

Het reglement goed te keuren voor de verhuur van de polyvalente zalen van de Jeugddienst, gelegen de Geneffestraat 20 te Molenbeek, en dit bij te voegen in deel 2 van het algemeen reglement voor het gebruik van de zalen.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 21 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

22.02.2017/A/0007 **Département des Ressources Humaines**
GRH - Scrl Le Logement Molenbeekois - Engagement d'agents contractuels subventionnés de prévention - Convention de partenariat - Avenant.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 21042005 par laquelle le Conseil communal décide d'approuver le projet d'Agents Contractuels Subventionnés de prévention introduit par la Scrl le logement molenbeekois et de signer la convention de partenariat avec la commune qui en découle;

Vu sa délibération du 21122016 par laquelle le Conseil communal décide d'adapter l'annexe 2 du règlement de travail, à savoir le règlement des congés;

Considérant que la nouvelle réglementation prévoit ea. que les agents sous contrat de remplacement et les agents ACS entrés en service à partir du 01.01.2017 auront un capital annuel de vacances calculé sur base de leurs prestations au cours de l'année qui précède l'année de leur engagement à l'administration;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de modifier ladite convention;

DECIDE :

Article unique :

De modifier la convention entre la commune et le logement molenbeekois comme

stipulé à l'annexe.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Human Resources

HRM - CVBA Le Logement Molenbeekois” - Aanwerving van gesubsidieerde contractuelen voor preventie - Samenwerkingsovereenkomst - Aanhangsel.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van 21042005 waarbij besloten werd het project van Gesubsidieerde preventieagenten ingediend door de CVBA “Le Logement Molenbeekois” goed te keuren en de samenwerkingsovereenkomst met de gemeente, die hier uit voortvloeit te ondertekenen;

Gelet op de beraadslaging van 21122016 waarbij besloten werd bijlage 2 van het arbeidsreglement aan te passen, nl het verlofreglement;

Overwegende dat de nieuwe reglementering oa voorziet dat de agenten onder vervangingscontract en de GESCO's in dienst getreden sedert 01012017, verkrijgen een vakantiekapitaal berekend op de prestaties van het jaar voorafgaand aan hun aanwerving bij het gemeentebestuur;

Overwegende dat het dus nodig is de vermelde overeenkomst te wijzigen;

BESLUIT:

Enig artikel :

De overeenkomst tussen de gemeente en ‘le logement molenbeekois’ te wijzigen zoals vermeld in bijlage.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

22.02.2017/A/0008 **Département des Ressources Humaines**
GRH - Volontaires - Règlement.

LE CONSEIL,

Considérant que la loi définit le volontariat comme une activité, exercée sans rétribution, ni obligation pour le compte d'autrui et organisée par une organisation autre que le cadre familial ou privé de celui du volontaire en dehors de tout contrat de travail ou équivalent ;

Considérant que les volontaires doivent intervenir en complément de l'action des agents communaux sans s'y substituer ;

Considérant qu'ainsi, les missions d'administration doivent permettre d'expérimenter ou de développer de nouveaux projets au service de la population, de démultiplier l'effet bénéfique d'actions existantes en touchant davantage de bénéficiaires, ou de renforcer la qualité du service à la population déjà rendu par les agents communaux ;

Considérant que les missions confiées au volontaire ne peuvent relever d'une profession réglementée ;

Considérant que la mixité sociale est l'un des objectifs ayant notamment pour mission de veiller à l'égal accès de tous les citoyens et de mettre en place et suivre les conditions permettant d'assurer la mixité sociale des volontaires, tant en termes de

niveaux de formation, de genre, d'âge, de milieu social, d'origines culturelles, que de lieux de vie ;

Considérant que, par ailleurs, l'administration veut inscrire dans ses priorités l'accueil de jeunes volontaires handicapés et apporter un appui particulier aux jeunes handicapés qui souhaitent s'engager lorsque cela est possible ;

Vu la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires;

DECIDE :

De fixer le règlement sur les volontaires comme suit :

Article 1 - Conditions pour pouvoir être volontaire

Conditions d'âge

L'âge minimum pour exercer une activité volontaire est de 16 ans.

Statut

Les catégories de personnes suivantes peuvent exercer une activité volontaire et ce sans formalité :

- les salariés : le volontariat est autorisé si les tâches confiées en tant que bénévole sont fondamentalement et essentiellement différentes de celles exercées comme salarié ou si le volontariat se déroule dans une autre structure.
- les pensionnés ;
- les enseignants mis en disponibilité ;
- les personnes qui sont en stage d'attente (période pendant laquelle une personne est inscrite comme demandeur d'emploi mais ne perçoit pas encore d'allocation) ;
- les bénéficiaires d'une allocation pour handicap du Service Public Fédéral Sécurité sociale ;
- les bénéficiaires d'une allocation du Fonds des Maladies Professionnelles ou du Fonds des Accidents de Travail ;
- les bénéficiaires du Revenu d'Intégration Sociale* ;
- les indépendants* : Pour éviter tout problème, il est préférable que l'activité volontaire se situe dans le prolongement de l'activité d'indépendant.

Une formalité s'impose aux personnes suivantes :

- les personnes qui sont en congé de maladie* : Une autorisation doit être demandée au médecin-conseil de la mutuelle.
- les bénéficiaires d'une allocation de chômage ou d'une allocation d'attente ainsi que les prépensionnés* : Il est indispensable d'informer préalablement le bureau de chômage de l'ONEM.

Si celui-ci ne répond pas dans les 2 semaines, cela signifie que l'activité est autorisée. Si le bureau de chômage refuse, l'activité doit être arrêtée.

- les fonctionnaires* : obligation d'informer sa hiérarchie de l'intention d'exercer une activité volontaire. Celle-ci s'assurera qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt entre la fonction exercée et l'activité volontaire

Travail avec des mineurs

Un extrait du casier judiciaire est à remettre avant l'entrée.

Article 2 - Durée de la mission

La durée est fixée au contrat d'engagement

Durée hebdomadaire

La durée hebdomadaire maximale ne peut atteindre 38 heures, réparties au maximum sur 6 jours

Pour les mineurs âgés de 16 ans à 18 ans, cette durée maximale est limitée à 35 heures réparties sur 5 jours

Article 3 - L'indemnisation du volontaire

Une somme précise déterminée est versée au volontaire.

Le volontaire est indemnisé des frais qu'il a supportés. Il n'est pas tenu de prouver la

réalité et le montant des frais, pour autant que le montant total des indemnités perçues n'excède :

Plafond journalier : 32,71 euros

Plafond annuel : 1308,38 euros Ces montants, indexés au mois de janvier de chaque année, se rapportent à la totalité des activités de volontariat prestées par une personne pendant une année.

Le montant de l'indemnité sera fixé par décision du collège et suivant la fonction exercée.

Article 4 - Responsabilité et assurance

L'administration communal souscrira une assurance pour couvrir leur responsabilité civile (qu'on appelle « extracontractuelle ») liée aux risques de l'activité volontaire. Dès lors, la responsabilité civile du volontaire ne sera engagée que s'il a commis :

une faute intentionnelle ;

une faute grave ;

des fautes légères mais répétées :

Article 5 – services communaux pouvant occuper des volontaires

L'autorisation de l'utilisation des volontaires sera octroyée par décision du collège échevinal

Le Conseil approuve le point.

27 votants : 25 votes positifs, 1 vote négatif, 1 abstention.

Departement Human Resources HRM - Vrijwilligers - Reglement.

DE RAAD,

Overwegende dat de wet het vrijwilligerswerk definieert, als een activiteit, die onbezoldigd en onverplicht wordt verricht ten behoeve van derden, ingericht door een organisatie anders dan het familie- of privéverband van de vrijwilliger, buiten elk andere arbeidsovereenkomst of eraan gelijkgesteld ;

Overwegende dat vrijwilligers tussenkomen in aanvulling van de gemeenteagenten zonder voor deze in de plaats te komen ;

Overwegende dat, zodanig, er met de taken van de administratie kan geoefend worden of nieuwe projecten, ten gunste van de bevolking, kunnen ontwikkeld worden, alsook het aantal bestaande acties kan vermeerderd worden of de kwaliteit versterkt van de diensten die de gemeentelijke agenten reeds aan de bevolking verlenen;

Overwegende dat de aan de vrijwilliger toevertrouwde taken niet mogen behoren tot een gereglementeerde functie ;

Overwegende dat de sociale diversiteit één van de objectieven is voor de vrijwilligers zowel wat betreft opleiding, leeftijd, geslacht, sociaal milieu, culturele oorsprong als herkomst ;

Overwegende, bovendien, dat de administratie zich wil inschrijven in het opvangen van jonge mindervalide vrijwilligers en een bijzondere steun wil verlenen wanneer deze wensen te werken als vrijwilliger wanneer dit mogelijk is ;

Gezien de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van de vrijwilligers ;

BESLUIT :

Het reglement op de vrijwilligers als volgt vast te stellen :

Artikel 1 – Voorwaarden om vrijwilliger te zijn

Leeftijdsvoorwaarde

De minimum leeftijd om een vrijwillige activiteit uit te oefenen is 16jaar.

Statuut

Volgende categorie van personen kunnen een vrijwillige activiteit uitoefenen zonder formaliteit :

loontrekkenden: vrijwilligerswerk is toegelaten wanneer deze fundamenteel verschillen van deze uitgeoefend als loontrekkende of wanneer deze zich voordoen in een andere structuur

gepensioneerden ;

de indisponibiliteit gestelde onderwijzers ;

de personen die in een wachtperiode bevinden (periode tijdens dewelke men ingeschreven is als werkzoekende maar nog geen toelage ontvangt) ;

de begunstigden van een handicaptoelage door het Federaal agentschap Sociale Zekerheid ;

de begunstigden van een toelage door het Fonds voor Beroepsziekten of het Fonds voor Arbeidsongevallen ;

de begunstigden van een Sociaal integreringsinkomen ;

de zelfstandigen : om elk probleem uit te sluiten is het wenselijk dat de vrijwilligersactiviteit zich situeert in het verlengde van de activiteit als zelfstandige



Volgende personen zijn onderworpen aan een bijkomende formaliteit :

Personen in ziekteverlof : toelating van de dokter-raadgever van de mutualiteit is vereist ;

Begunstigden van een werkloosheidstoelage of een wachttoelage alsook de bruggepensioneerden :RVA dient voorafgaandelijk ingelicht te worden, wanneer deze niet antwoord binnen de 2weken, geeft deze goedkeuring. Wanneer wordt geweigerd dient de vrijwilligersactiviteit stopgezet te worden.

Ambtenaren : moeten hun hiërarchie op de hoogte brengen van het vrijwilligerswerk. Deze laatste zal beoordelen of er geen belangenvermenging is

Werken met minderjaren

Een uittreksel uit het strafregister dient ingediend te worden voor de aanvang van het vrijwilligerswerk.

Artikel 2 – Duur van de opdracht

De duur wordt vastgelegd in het contract

Wekelijkse duur

De totale wekelijkse duur, verdeeld over maximaal 6dagen, mag de 38uur niet overschrijden

Voor de minderjarigen tussen 16 en 18jaar, wordt deze maximale duur beperkt tot 35uur verdeeld over 5dagen.

Artikel 3 – De vergoeding van de vrijwilliger

Een vastgesteld som wordt uitbetaald aan de vrijwilliger.

De vrijwilliger wordt vergoed voor de door hem gemaakte kosten.

Hij dient er de omvang en de realiteit niet van te bewijzen voor zover het totaal niet meer bedraagt dan :

per dag : 32,71 euros

per jaar : 1308,38 euros

Deze bedragen, elk jaar geïndexeerd in januari, hebben betrekking op het geheel van de vrijwilligerstaken uitgevoerd door iemand gedurende een jaar.

Het bedrag van de toelage zal worden vastgesteld door een beslissing van het schepencollege rekening houdend met de uitgevoerde functie.

Artikel 4 – Verantwoordelijkheid en verzekering

Het gemeentebestuur sluit een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid af

(‘extracontractuele’ genoemd) ter dekking van de risico's verbonden aan de vrijwillige activiteit.

De burgerlijke aansprakelijkheid van de vrijwilliger zal dus enkel aangesproken worden wanneer deze :

- een opzettelijk fout ;
- een zware fout ;
- verschillende lichte fouten die zich steeds herhalen, begaat.

Artikel 5 – gemeentelijke diensten die vrijwilligers mogen gebruiken

Het gebruik van vrijwilligers wordt toegekend door een beslissing van het college van burgemeester en schepenen

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 25 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 1 onthouding.

Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting

22.02.2017/A/0009 **Département Finances**

Finances - Fabrique d'église Saint Jean-Baptiste - Budget 2016.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste nous a fait parvenir son budget 2016 ;

Considérant qu'afin de présenter le budget en équilibre, la fabrique a inscrit à l'article 17 des recettes ordinaires (subside ordinaire de la commune) un montant de 62.938,47 EUR ;

Considérant que le budget se présente comme suit :

RECETTES	76.798,47 EUR
DEPENSES	76.798,47 EUR

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un avis favorable, sur le budget 2016, de la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste et de leur accorder un subside ordinaire de 62.938,47 EUR;

Article 2 :

De réserver cette dépense à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 33 votes positifs, 2 abstentions.

Departement Financiën

Financiën - Kerkfabriek Sint Jan-Baptist - Begroting 2016.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Jan de Doper ons haar begroting 2016 heeft laten worden;

Overwegende dat teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten, de kerkfabriek op artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag van 62.938,47 EUR heeft ingeschreven;

Overwegende dat de begroting zich als volgt voordoet:

ONTVANGSTEN	76.798,47 EUR
UITGAVEN	76.798,47 EUR

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de eredienst;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;

Gezien de nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2016 van de kerkfabriek Sint-Jan de Doper en hun een gewone toelage van 62.938,47 EUR toe te kennen ;

Artikel 2 :

Deze uitgave te reserveren op artikel 7900/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2017.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 33 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Dirk Berckmans quitte la séance / verlaat de zitting

22.02.2017/A/0010 **Département Finances**

Economat - Location d'un copieur couleur pour le service de l'Imprimerie via le catalogue des produits du C.I.R.B. agissant en centrale de marchés publics.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat ou de marchés ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant que le contrat de maintenance du copieur couleur actuel du service Imprimerie prend fin le 31 mars 2017 ;

Considérant qu'il y aurait lieu de remplacer ledit copieur par la location d'un nouveau copieur couleur ;

Considérant que le matériel peut être loué via le catalogue des produits du C.I.R.B. agissant en centrale de marchés publics ;

Considérant que le C.I.R.B. a désigné la firme Konica Minolta Business Solutions comme fournisseur ;

Considérant dès lors que notre commune peut passer commande pour la location de ce copieur couleur, incluant un contrat d'entretien pour une durée de 48 mois, auprès de la firme Konica Minolta Business Solutions ;

Considérant que les frais de montage, de connexion au réseau, de livraison, de mise en service du nouveau copieur, de reprise et d'évacuation du copieur actuel par la firme Konica Minolta Business Solutions sont inclus ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 213.464,64 EUR hors TVA ou 258.292,21 EUR, 21% TVA comprise ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 48 mois ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2017, article 1040/123/12 et sera inscrit au budget ordinaire des exercices suivants.

Sur proposition du Collège échevinal du 13 février 2017;

DECIDE :

Article 1 :

De marquer son accord pour la location d'un copieur couleur avec contrat d'entretien pour une période de 48 mois auprès de la firme Konica Minolta Business Solutions (TVA 0863.205.176) sur base du catalogue des produits du C.I.R.B. agissant en centrale de marchés publics.

Article 2 :

Que la dépense est estimée 64.573,05 EUR TVAC par an, soit un montant global de 258.292,21 EUR TVAC pour la durée totale du marché.

Article 3 :

Que la dépense sera couverte par les crédits inscrits à l'article 1040/123/12 du budget ordinaire de l'exercice en cours (48.429,72 EUR TVAC pour les 9 mois restants de 2017) et par les crédits à inscrire aux budgets ordinaires des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Financiën

Economaat - Huur van een kleurenkopieerapparaat voor de dienst Drukkerij via de

catalogus van de producten van de C.I.B.G. handelend als aankoopcentrale van de overheidsopdrachten.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, en inzonderheid artikel 15 die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoop- of opdrachtcentrale;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Overwegende dat het onderhoudscontract van het huidige kleurenkopieerapparaat van de dienst Drukkerij beëindigt op 31 maart 2017;

Overwegende dat het nodig is om dit kopieerapparaat te vervangen en een nieuw kleurenkopieerapparaat te huren;

Overwegende dat het materiaal kan gehuurd worden via de catalogus van de producten van de C.I.B.G. handelend als aankoopcentrale van overheidsopdrachten;

Overwegende dat de C.I.B.G. de firma Konica Minolta Business Solutions als leverancier heeft aangewezen;

Overwegende dat onze gemeente de bestelling kan plaatsen voor de huur van dit kleurenkopieerapparaat, door een onderhoudscontract af te sluiten voor een duur van 48 maanden, met de firma Konica Minolta Business Solutions;

Overwegende dat de kosten voor de opstelling, aansluiting op het netwerk, levering, en indienststelling van het nieuwe kopieerapparaat, het terugnemen en het afhalen van het huidige kopieerapparaat door de firma Konica Minolta Business Solutions inbegrepen zijn;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 213.464,64 EUR excl. btw of 258.292,21 EUR incl. 21% btw.

Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor een duur van 48 maanden.

Overwegende dat het nodige krediet voor de uitgave ingeschreven is op het artikel 1040/123/12 van de gewone begroting van het dienstjaar 2017 en zal ingeschreven worden in de gewone begroting van de volgende dienstjaren.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 februari 2017;

BESLIST :

Artikel 1 :

Zijn akkoord te geven voor de huur van een kleurenkopieerapparaat met onderhoudscontract voor een periode van 48 maanden bij de firma Konica Minolta Business Solutions (BTW 0863.205.176) op basis van de catalogus van de producten van de C.I.B.G. handelend als aankoopcentrale van overheidsopdrachten.

Artikel 2 :

Dat de betaling geraamd is op 64.573,05 EUR incl. Btw per jaar, hetzij en totaal bedrag van 258.292,21 EUR incl. Btw voor de hele duur van de opdracht.

Artikel 3 :

Dat de betaling zal gedekt worden door de kredieten ingeschreven op artikel 1040/123/12 in de gewone begroting van het lopende dienstjaar (48.429,72 EUR incl. Btw voor de resterende 9 maanden van 2017) en door de kredieten die ingeschreven zullen worden in de gewone begroting van de volgende dienstjaren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

22.02.2017/A/0011 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Adhésion à la centrale de marchés de l'intercommunale Interfin pour la passation, l'exécution et le financement de travaux, de fournitures et de services en matière d'utilisation performante et rationnelle de l'énergie au profit des Pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu le COBRACE et le rôle exemplaire attendu notamment des pouvoirs locaux en matière de performance énergétique des bâtiments ;

Vu qu'Interfin a, conformément à ses statuts, notamment pour objet l'utilisation rationnelle de l'électricité, du gaz et de la chaleur sous toutes ses formes ;

Considérant l'article 2, 4° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics permettant à une centrale de marchés, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant l'article 15 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics prévoyant qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale de marchés est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Considérant qu'une telle centrale de marchés a déjà été mise en place, avec succès, par l'intercommunale Interfin en ce qui concerne l'achat de gaz et d'électricité au profit des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant les gisements d'économie d'énergie déjà identifiés dans une série de bâtiments communaux au travers des PLAGE et du service de comptabilité énergétique « NRClick » mis en place par Sibelga au profit et avec la collaboration des communes ; que la réalisation d'une partie de ce potentiel d'économie peut être facilitée par l'achat et le financement de travaux, fournitures et services en matière d'utilisation performante et rationnelle de l'énergie au travers d'une nouvelle centrale de marché Interfin ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer un cadre pour la passation, l'exécution et le financement de marchés par cette nouvelle centrale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'adhérer à la centrale de marchés de l'intercommunale Interfin pour la passation, l'exécution et le financement de travaux, de fournitures et de services en matière d'utilisation performante et rationnelle de l'énergie au profit des Pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Article 2 :

D'approuver le règlement régissant cette centrale de marchés.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Toetreding tot de opdrachtcentrale van de intercommunale Interfin voor de plaatsing, uitvoering en financiering van werken, leveringen en diensten op het vlak van performant en rationeel energiegebruik ten behoeve van de Plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet,

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op het BWLKE en de voorbeeldrol die met name verwacht wordt van de plaatselijke besturen op het vlak van energieprestatie van de gebouwen;

Gelet op het feit dat het rationele gebruik van elektriciteit, gas en warmte in al haar vormen met name het doel van Interfin vormt, conform de statuten van Interfin;

Gelet op artikel 2, 4° van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten dat een opdrachtcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 15 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Gelet op het feit dat er reeds, met succes, een dergelijke opdrachtcentrale werd opgericht door de intercommunale Interfin voor de aankoop van gas en elektriciteit ten behoeve van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de energiebesparingsbronnen die reeds werden geïdentificeerd in een reeks gemeentegebouwen via het PLAGÉ en de dienst voor energieboekhouding 'NRClick' die ingevoerd werd door Sibelga ten behoeve van en met de medewerking van de gemeenten; dat de verwezenlijking van een gedeelte van dit besparingspotentieel vereenvoudigd kan worden door de aankoop en de financiering van werken, leveringen en diensten inzake performant en rationeel energiegebruik via een nieuwe Interfin-opdrachtcentrale;

Gelet op het feit dat er nood is aan een kader voor het plaatsen, uitvoeren en financieren van opdrachten door deze nieuwe centrale;

BESLIST :

Artikel 1 :

Toe te treden tot de opdrachtcentrale van de intercommunale Interfin voor de plaatsing, uitvoering en financiering van werken, leveringen en diensten op het vlak van performant en rationeel energiegebruik ten gunste van de Plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Artikel 2 :

Het reglement dat die opdrachtcentrale regelt goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

22.02.2017/A/0012 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Rue Vandermaelen, 18 - Bien acquis dans le cadre du
contrat de quartier Cinéma-Bellevue - Occupation des locaux du rez-de-chaussée et
du 1er étage destinés à accueillir une crèche.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Vandermaelenstraat 18 - Vastgoed aangekocht in
het kader van het wijkcontract Cinema-Bellevue - Gebruik van de lokalen op de
benedenverdieping en de 1ste verdieping bestemd om een kinderdagverblijf op te
vangen.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Jamel Azaoum entre en séance / treedt in zitting

22.02.2017/A/0013 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier
Durable Petite Senne - Opérations 1.C1, 1.C2 (partie A), 1.C3 : reconversion d'un
site situé à Molenbeek-Saint-Jean , Quai de l'Industrie 77 et 79 en opérations
comprenant (a) un ou des espaces polyvalents pouvant accueillir des espaces
productifs ou des infrastructures de proximité ,(b) des logements assimilés à du
logement social de type habitat intergénérationnel ou solidaire ainsi qu'un logement
de fonction ou de concierge et (c) l'aménagement d'un espace extérieur - Marché de
service relatif à la mission d'auteur de projet - Avis de marché, mode de passation,
fixation des conditions de marché.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine du 27 mai 2010);

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 et son arrêté d'exécution (Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de quartier durable du 24 novembre 2016) ;

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale – cabinet de la Ministre Evelyne Huytebroeck - daté du 23 décembre 2013 notifiant à la Commune

l'octroi d'un Contrat de Quartier Durable dénommé « Petite Senne » ;
Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 2014 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve le dossier de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » ;
Vu le dossier de base dans lequel sont reprises les opérations 1.C1 , 1.C2, uniquement partie A et 1.C3;
Considérant que pour procéder à l'étude et au suivi de l'exécution des travaux de reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean , Quai de l'Industrie 77 et 79 en opérations comprenant (a) un ou des espaces polyvalents pouvant accueillir des espaces productifs ou des infrastructures de proximité, (b) des logements assimilés à du logement social de type habitat intergénérationnel ou solidaire ainsi qu'un logement de fonction ou de concierge et (c) l'aménagement d'un espace extérieur, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne », il y a lieu de faire appel à un bureau d'études en vue d'en établir le projet ;
Vu la délibération du collège en date du 16 janvier 2017 décidant de ne pas sélectionner de candidats (bureaux d'études) pour la mission relative à un marché de services d'auteur de projet en vue de la construction d'un bâtiment passif comportant au rez-de-chaussée des ateliers productifs (1.C1) et aux étages des logements assimilés à du social (1.C2) situé Quai de l'Industrie, 79, ainsi que l'aménagement d'une cour collective (1.C3) située en intérieur d'îlot au Quai de l'Industrie, 77 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean et de procéder à la publication d'un nouvel avis de marché ;
Considérant qu'il y'a lieu de lancer un nouveau marché de service en vue de sélectionner des candidats ;
Considérant que la mission du bureau d'études comprend au minimum la mission complète d'architecture, d'ingénierie en stabilité, d'ingénierie en techniques spéciales, et de conseiller PEB ;
Considérant que la dépense globale pour les honoraires peut être estimée à 426.215,53 EUR TVA et révision comprises ;
Considérant qu'une somme forfaitaire de 7.500,00 EUR sera attribuée à titre de défraiement aux candidats sélectionnés, invités à soumissionner mais non retenus, pour autant que ceux-ci aient introduit une offre jugée régulière et qu'ils aient obtenu un minimum de 50% des points ;
Considérant que compte tenu du fait que le montant de la dépense estimée est supérieur à 207.000,00 EUR hors TVA, les règles de la publicité européenne sont d'application, conformément à l'article 32 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 ;
Considérant que le présent marché fera l'objet d'une publicité au Bulletin des Adjudications ainsi qu'au journal officiel de l'Union européenne ;
Considérant que les crédits relatifs aux honoraires sont à prévoir à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017, dans les limites des douzièmes provisoires;
Considérant que la procédure visant à confier à un prestataire extérieur l'étude du projet entre dans le cadre du contrat à titre onéreux et relève du champ d'application de la réglementation des marchés publics de services au sens des articles 2 et 3 de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Considérant que compte tenu du résultat à atteindre, l'attribution de cette mission se fera selon la procédure d'appel d'offres restreint ;
Considérant que la procédure d'appel d'offres restreint a été choisie pour s'assurer de la capacité technique, économique et financière des candidats à assumer les tâches qui leur seront confiées tout en permettant au plus grand nombre possible de candidats de déposer un dossier de candidature recevable ;
Considérant qu'à l'issue de l'examen du droit d'accès et de la sélection qualitative des candidats ayant déposé un dossier de candidature recevable, seul 5 candidats seront

retenus et invités à soumissionner;

Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet par le service Marchés Publics ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les termes de l'avis de marché pour la mission de service relatif à la mission d'auteur de projet pour procéder à l'étude et le suivi de l'exécution des travaux de reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean, Quai de l'Industrie 77 et 79 en opérations comprenant (a) des espaces polyvalents pouvant accueillir des espaces productifs ou des infrastructures de proximité , (b) des logements assimilés à du logement social de type habitat intergénérationnel ou solidaire ainsi qu'un logement de fonction ou de concierge et (c) l'aménagement d'un espace extérieur;

Article 2 :

D'approuver la dépense pour les honoraires estimée à 426.215,53 EUR Tva et révision comprises, et la dépense de 30.000,00 EUR octroyée à titre de défraiement, soit un montant total de 456.215,53 EUR financé de la façon suivante: 22.810,78 EUR de fonds d'emprunt et 433.404,75 EUR de subsides régionaux (contrat de quartier durable Petite Senne);

Article 3 :

De recourir à l'appel d'offres restreint avec publicité européenne.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 25 votes positifs, 10 abstentions.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Zinneke - Ingrep 1.C1, 1.C2 (deel A), 1.C3: reconversiewerken van een site gelegen te Sint-Jans-Molenbeek, Nijverheidskaai 77 en 79 in ingrepen die (a) (een) polyvalente ruimte(n) die productieve ruimten of buurtinfrastructuren kunnen huisvesten, (b) met sociale woningen gelijkgestelde woningen van het intergenerationele of solidaire type alsook een dienst- of conciërgewoning en (c) de inrichting van een buitenruimte omvatten - Dienstenopdracht met betrekking tot een projectontwerper - Aankondiging van de opdracht, gunningswijze, vastlegging van de voorwaarden van de opdracht.

DE RAAD,

Gelet op de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en haar uitvoeringsbesluit (besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gelet op de Ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en haar uitvoeringsbesluit (Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de Duurzame wijkcontracten van 24 november 2016);

Gelet op de brief van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering – kabinet van Minister Evelyne Huytebroeck - van 23 december 2013 die aan de Gemeente de toekenning van

het Duurzame Wijkcontract genaamd "Zinneke" betekent;

Gelet op de betekening van de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 december 2014 waarmee de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kennis neemt van het basisdossier van Duurzaam Wijkcontract "Zinneke" en het goedkeurt;

Gezien het basisdossier waarin ingreep 1.C1, ingreep 1.C2, uitsluitend deel A en ingreep 1.C3 vermeld zijn;

Overwegende dat om over te gaan tot de studie en de opvolging van de uitvoering van de reconversiewerken van een site gelegen te Sint-Jans-Molenbeek, Nijverheidskaai 77 en 79 in ingrepen die (a) (een) polyvalente ruimte(n) die productieve ruimte of buurtinfrastructuren kunnen huisvesten, (b) met sociale woningen gelijkgestelde woningen van het intergenerationele of solidaire type alsook een dienst- of conciërgewoning en (c) de inrichting van een buitenruimte omvatten in het kader van Duurzaam Wijkcontract Zinneke, er een beroep moet worden gedaan op een studiebureau met het oog op de opstelling van het ontwerp;

Gezien de beraadslaging van het college van 16 januari 2017 houdende de beslissing om geen kandidaten te selecteren voor de studie en de opvolging van de uitvoering van de werken voor de bouw van een passiefgebouw met op de gelijkvloerse verdieping productieateliers (1.C1) en op de verdiepingen woningen gelijkgesteld aan sociale woningen (1.C2) gelegen aan de Nijverheidskaai 79, alsook de inrichting van een collectieve binnenplaats (1.C3) gelegen binnen een huizenblok aan de Nijverheidskaai 77 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek en om over te gaan tot de bekendmaking van een nieuwe aankondiging van opdracht uit te voeren;

Overwegende er een nieuwe dienstopdracht moet worden opgestart om kandidaten te selecteren;

Overwegende dat de opdracht van het studiebureau minstens bestaat uit de volledige architectuuropdracht, de opdrachten ingenieur stabiliteit, ingenieur speciale technieken en EPB-raadgever;

Overwegende dat de voor de totale uitgave voor de honoraria op 426.215,53 EUR btw en herziening inbegrepen mag worden geraamd;

Overwegende dat een forfaitair bedrag van 7.500,00 EUR btw niet inbegrepen zal worden toegekend aan de geselecteerde kandidaten die werden uitgenodigd om een inschrijving in te dienen maar niet weerhouden zijn, voor zover deze een regelmatig beoordeelde offerte hebben ingediend en ze minimum 50% van de punten hebben behaald;

Overwegende dat, gelet op het feit dat het bedrag van de geraamde uitgave meer bedraagt dan 207.000,00 EUR btw niet inbegrepen, de regels van de Europese bekendmaking van toepassing zijn, in overeenstemming met artikel 32 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011;

Overwegende dat de deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een bekendmaking in het Bulletin der Aanbestedingen alsook in het Publicatieblad van de Europese Unie;

Overwegende dat de kredieten met betrekking tot de honoraria moeten worden voorzien op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van 2017 binnen de grenzen van de voorlopige twaalfden;

Overwegende dat de procedure die erop gericht is de studie van het project toe te vertrouwen aan een externe dienstverlener binnen het kader van de overeenkomst ten bezwarende titel valt en onder het toepassingsveld valt van de reglementering met betrekking tot de overheidsopdrachten voor diensten in de zin van artikel 2 en 3 van de Wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat, rekening gehouden met het te bereiken resultaat, de toewijzing van deze opdracht volgens de procedure van beperkte offerteaanvraag zal gebeuren;

Overwegende dat de procedure van de beperkte offerteaanvraag werd gekozen om zich te verzekeren van de technische, economisch en financiële bekwaamheid van de kandidaten om de taken die hen toevertrouwd worden aan te kunnen en tegelijk het

voor een zo groot mogelijk aantal kandidaten toe te laten om een aanvaardbaar kandidatuur dossier in te dienen;

Overwegende dat na afloop van het onderzoek naar het toegangsrecht en de kwalitatieve selectie van de kandidaten die een ontvankelijk kandidatuur dossier hebben bezorgd, slechts 5 kandidaten zullen worden weerhouden en uitgenodigd om in te schrijven;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van de opdracht dat door de dienst overheidsopdrachten opgesteld is;

Gezien de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gezien het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Artikel 1:

De bepalingen goed te keuren van de aankondiging van de opdracht voor een dienstenopdracht met

betrekking tot de opdracht voor een projectontwerper om over te gaan tot de studie en de opvolging van de reconversiewerken van een site gelegen te Sint-Jans-Molenbeek, Nijverheidskaai 77 en 79 in ingrepen die (a) (een) polyvalente ruimte(n) die productieve ruimte of buurtinfrastructuren kunnen huisvesten, (b) met sociale woningen gelijkgestelde woningen van het intergenerationele of solidaire type alsook een dienstwoning of conciërgewoning en (c) de inrichting van een buitenruimte omvatten;

Artikel 2:

De uitgave voor de honoraria die geraamd is op 426.215,53 EUR btw en herziening inbegrepen, alsook de uitgave van 30.000,00 EUR toegekend als kostenvergoeding, hetzij een totaal bedrag van 456.215,53 EUR gefinancierd als volgt: 22.810,78 EUR leningsgelden en 433.404,75 EUR gewestelijke subsidies (wijkcontract Kleine Zenne) goed te keuren;

Artikel 3:

Over te gaan tot de procedure van beperkte offerteaanvraag met Europese bekendmaking.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 25 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

22.02.2017/A/0014 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Urbanisme - Demande d'avis du conseil communal sur le projet de plan régional de développement durable (PRDD).

LE CONSEIL,

Vu le CoBAT et plus précisément ses articles 16 à 22 ;

Considérant que dans le cadre de l'établissement d'un plan régional de développement, le CoBAT prévoit, en son article 18, la mise en place d'une enquête publique afin de réceptionner les avis des bruxellois mais également des communes bruxelloises ; que cette enquête publique a lieu du 13.01.2017 au 13.03.2017 ; que les avis doivent être fournis endéans cette période au gouvernement ;

Considérant que le développement et l'aménagement du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale sont fixés par les plans suivants :

- le plan régional de développement; PRD (indicatif)
 - le plan régional d'affectation du sol; PRAS (réglementaire)
 - les plans communaux de développement; PCD (indicatif)
 - le plan particulier d'affectation du sol. PPAS (réglementaire)
- que le PRD est donc le plan le plus élevé de la hiérarchie des plans sans toutefois disposer de valeur réglementaire ; que le plan est indicatif dans toutes ses dispositions ;
- Considérant que le PRD constitue un instrument de planification globale du développement régional dans le cadre du développement durable et qu'il détermine :
- les objectifs généraux et sectoriels ainsi que les priorités de développement, en ce compris d'aménagement du territoire, requis par les besoins économiques, sociaux, culturels, de déplacement et d'environnement;
 - les moyens à mettre en œuvre de manière transversale et sectorielle pour atteindre les objectifs et priorités ainsi définis, notamment par l'expression cartographiée de certaines de ces mesures;
 - la détermination des zones d'intervention prioritaire de la Région;
 - le cas échéant les modifications à apporter aux dispositions normatives, plans et programmes applicables en Région de Bruxelles-Capitale en fonction des objectifs et des moyens ainsi précisés.

Considérant que le PRAS, le PCD et le PPAS ne peuvent s'écarter du PRD qu'à condition d'en indiquer expressément les motifs ;

Considérant que deux précédents plans régionaux de développement ont déjà été d'application notamment en 1995 et en 2002 ; que ce PRDD est le premier à intégrer le caractère durable du plan. (développement socialement équitable, économiquement efficace et environnementalement soutenable) ;

Considérant que le présent PRDD définit sa politique territoriale autour de 4 axes prioritaires et fondateurs du projet de Ville:

- le développement de nouveaux quartiers et une production ambitieuse de logements adaptés
- le développement d'équipements et d'un cadre de vie agréable, durable et attractif
- le développement de l'économie urbaine
- faire de la mobilité un facteur de développement urbain durable

qu'aucun de ces 4 axes, selon le PRDD, ne peut être lu séparément des autres car ils forment un tout cohérent permettant de dessiner la Région de demain ;

Considérant que l'objectif de ce PRDD est de viser à faire de Bruxelles une ville attrayante, accessible, plus mobile, plus compétitive sur le plan économique, plus verte, offrant tous les équipements de proximité nécessaires aux habitants et visant également une bonne utilisation de l'énergie et des ressources ;

Considérant que l'avis repris dans le rapport annexé repose entre autre sur les études récentes (étude canal du bureau Buuren 2010, l'étude de définition réalisée pour la gare de l'ouest 2016), les plans en cours d'élaboration (PPAS Gazomètre, PPAS 6D, RCUz place communale, PAD heyvaert/PPAS,...), les analyses des territoires notamment déjà réalisées dans le cadre des CRU heyvaert-birmingham, gare de l'ouest et avenue du port ; que celui-ci a été effectué en respectant la structure du projet de PRDD afin d'en faciliter la lecture ;

DECIDE :

Article 1 :

De valider l'avis sur le projet de PRDD repris en annexe;

Article 2

D'envoyer cet avis au gouvernement avant la fin de l'enquête publique (13.03.2017).

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 22 votes positifs, 1 vote négatif, 6 abstentions.

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Stedenbouw - Aanvraag tot advies van de gemeenteraad over het ontwerp van
gewestelijk plan voor duurzame ontwikkeling (GPDO).**

DE RAAD,

Gelet op het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening (BWRO) en in het bijzonder de artikels 16 tot en met 22 ;

Overwegende dat in het kader van de opstelling van een gewestelijk ontwikkelingsplan in het artikel 18 van het BWRO voorzien wordt tot de organisatie van een openbaar onderzoek teneinde de adviezen van de Brusselaars alsook deze van de Brusselse gemeenten te kennen; dat dit openbaar onderzoek plaatsvindt van 13.01.2017 tot en met 13.03.2017; dat de adviezen gedurende deze periode bij de regering dienen te worden ingediend;

Overwegende dat de ontwikkeling en de ordening van het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vastgelegd wordt in de volgende plannen:

- het gewestelijk ontwikkelingsplan; GewOP (indicatief)
- het gewestelijk bestemmingsplan; GBP (verordenend)
- de gemeentelijke ontwikkelingsplannen; GOP (indicatief)
- de bijzondere bestemmingsplannen; BBP (verordenend)

dat het GewOP dus het hoogste plan is in de hiërarchie van de plannen zonder daarbij een verordenende kracht te bezitten; dat het plan in al zijn bepalingen indicatief is;

Overwegende dat het GewOP een globaal planningsinstrument is gericht op de gewestelijke ruimtelijke ontwikkeling in het kader van een duurzame ontwikkeling; het GewOP bepaalt:

-de algemene en sectoriele doelstellingen alsook de ontwikkelingsprioriteiten, met inbegrip van de ruimtelijke ordening vereist door de economische, sociale, culturele, mobiliteits- en milieunoden;

-de in te zetten middelen, zowel op transversale als sectoriele wijze, om de gestelde doelstellingen en prioriteiten te bereiken, in het bijzonder de cartografische illustratie van een aantal van deze maatregelen;

-de bepaling van de prioritaire interventiezones in het Gewest;

-in voorkomend geval, de nodige wijzigingen aan te brengen in de normatieve bepalingen, plannen en programma's die van toepassing zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in functie van de gepreciseerde doelstellingen en middelen;

Overwegende dat het GBP, GOP en het BBP niet mogen afwijken van het GewOP op voorwaarde hiervoor uitdrukkelijk de motieven uiteen te zetten;

Overwegende dat de twee voorgaande gewestelijke ontwikkelingsplannen reeds van toepassing zijn, meer bepaald sinds 1995 en 2002; dat dit Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling (GPDO) het eerste is dat het duurzame karakter van het plan integreert; (sociaal eerlijke, economisch efficiënte en milieu-ondersteunende ontwikkeling);

Overwegende dat het huidige GPDO zijn ruimtelijke politiek opbouwt rond vier prioritaire pijlers en fundamenten van het Stadsproject:

-De ontwikkeling van nieuwe wijken en een ambitieuze productie van aangepaste woningen;

-De ontwikkeling van openbare voorzieningen en een aangename, duurzame en aantrekkelijke leefomgeving;

-De ontwikkeling van een stadseconomie;

-Van mobiliteit een duurzame ontwikkelingsfactor maken;

Dat geen enkele van deze vier pijlers, volgens het GPDO, gezien kan worden zonder de andere daar ze een logisch geheel vormen en in staat zijn het Gewest van morgen uit te tekenen;

Overwegende dat het de doelstelling van het GPDO is om van Brussel een

aantrekkelijke, toegankelijke, meer mobiele, meer economisch competitieve, groenere stad te maken die alle naburige voorzieningen aan haar inwoners aanbiedt en die bovendien streeft naar een goed gebruik van energie en middelen;

Overwegende dat het advies, opgenomen in het rapport in bijlage, onder andere berust op recente studies (kanaalstudie van het bureau Buur uit 2010, de studie gerealiseerd in 2016 voor het Weststation), plannen in opmaak (BBP Gasmeter, BBP 6D, ZGSV Gemeenteplaats, "PAD"/BBP Heyvaert, ...), en reeds gerealiseerde territorium analyses in het bijzonder in het kader van de stadsvernieuwingscontracten Heyvaert-Birmingham, Weststation en Havenlaan;

Dat dit advies gerealiseerd werd met respect voor de structuur van het ontwerp van GPDO teneinde een eenvoudiger lezing te bevorderen;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het advies over het ontwerp van het GPDO in bijlage te valideren.

Artikel 2

Dit advies op te sturen naar de regering voor het einde van het openbaar onderzoek (13.03.2017).

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 22 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 6 onthoudingen.

22.02.2017/A/0015 **Département Développement Durable et Espaces Publics**

Mobilité - Nouveau règlement relatif à la réservation de stationnement pour personnes handicapées.

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à la réservation de stationnement pour personnes handicapées, approuvé en sa séance du 26 avril 2007;

Vu la circulaire du 25 avril 2003 de la Ministre de la Mobilité et des Transports relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées qui modifie et complète la circulaire du 16 février 2001 relative au même objet;

Vu le Vade-mecum piétons en Région de Bruxelles-Capitale n° 4 «Cahier de l'accessibilité piétonne – Directives pour l'aménagement de l'espace public accessible à tous»;

Vu le Plan Iris 2 approuvé le 9 septembre 2010 et fixant la stratégie de mobilité en région bruxelloise pour l'horizon 2015-2020;

Vu le Plan régional de politique du stationnement entré en vigueur le 1 janvier 2014;

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant sur l'organisation de la politique du stationnement et la création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'Arrêté Royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Règlement général complémentaire sur la police de la circulation routière, approuvé par le Conseil communal en sa séance du 24 septembre 2014 et modifié en dernier lieu en séance du Conseil communal du 20 avril 2016;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte des nombreuses évolutions et exigences en matière de mobilité;

Considérant les avis obtenus auprès du service juridique, du service action social, ainsi que du SPF Sécurité Sociale;

DECIDE:

Article unique:

D'abroger le Règlement du 26 avril 2007 relatif à la réservation de stationnement pour personnes handicapées et de le remplacer comme suit:

Article 1 – Toute personne handicapée (ci-après dénommée le «demandeur»), qui satisfait aux conditions du présent règlement reprises aux articles 2 et 3, peut demander à l'administration communale la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées à proximité de son domicile ou de son lieu de travail.

Article 2 – Le demandeur peut effectuer la demande visée à l'article 1er aux conditions suivantes:

- son domicile ou son lieu de travail ne comporte pas de garage ou de parking privé permettant une accessibilité réelle;
- il possède un véhicule ou est conduit par une personne domiciliée chez lui;
- il possède la carte spéciale de stationnement;
- l'emplacement doit pouvoir être tracé à une distance maximale de 50 mètres de l'entrée de son domicile ou de son lieu de travail.

Article 3 – Afin de pouvoir satisfaire aux conditions d'octroi d'emplacement, le demandeur devra fournir les justificatifs suivants:

- un formulaire de demande complété;
 - une copie recto-verso de la carte spéciale de stationnement (carte bleue);
 - une attestation de reconnaissance de handicap du SPF Sécurité Sociale, récente et mentionnant une période de reconnaissance à durée indéterminée. Cette attestation devra mentionner au moins 12 points de «réduction de l'autonomie», dont 2 points minimum pour le critère «se déplacer»;
 - la preuve de la possession d'un véhicule particulier, via une copie de la carte verte d'assurance automobile de l'année en cours;
 - la copie du permis de conduire du demandeur ou, s'il diffère, du conducteur;
 - le certificat de résidence du demandeur et, s'il diffère, du conducteur, à l'adresse de la réservation;
- ou
- une attestation de l'employeur établissant le lieu de travail du demandeur et l'absence de parking privé accessible.

Article 4 – Après dépôt du dossier complet, le demandeur se verra remettre un accusé de réception l'informant du déroulement de la suite de la procédure.

Article 5 – Après examen préalable du dossier et en cas de nécessité, le Service Mobilité pourra demander un avis de Police complémentaire. Dans ce cadre, la Police se rend au domicile du demandeur. En cas d'absence, une convocation est adressée au demandeur aux fins que ce dernier fixe un rendez-vous avec la Zone de Police Bruxelles-Ouest. Après trois convocations laissées sans réponse, la demande est considérée comme nulle et non avenue et le dossier clos.

Article 6 – La demande est examinée par le Collège des Bourgmestre et Echevins sur base de l'avis rendu par le Service Mobilité, et le cas échéant sur base de celui de la Police. En cas d'accord, le Collège propose au Conseil communal d'arrêter un

règlement portant création d'un stationnement réservé.

Article 7 – Renouvellement: en cas d'avis favorable, le demandeur sera tenu de renouveler annuellement sa demande. Le demandeur sera tenu de déposer son dossier de renouvellement auprès du service Mobilité au plus tard le 31 janvier de chaque année, sauf pour la première échéance qui suit la première réservation. Ce renouvellement permettra à la Commune de vérifier que le demandeur répond toujours aux conditions mentionnées plus haut. À cet effet, le dossier devra comporter :

- une copie de la carte verte d'assurance automobile de l'année en cours;
- lorsqu'il s'agit d'une réservation près du lieu de travail du demandeur: une attestation de l'employeur prouvant l'absence de parking privé;

Lorsqu'il s'agit d'une réservation près du domicile, la Commune se chargera elle-même de vérifier annuellement le maintien du domicile du demandeur et/ou du conducteur; En cas de non renouvellement dans les délais, la Commune adressera un rappel au demandeur. Sans réaction de ce dernier dans les 15 jours, la réservation sera considérée comme radiée et la signalisation sera supprimée. En cas de réaction hors délais, le demandeur devra assumer financièrement le rétablissement de l'emplacement réservé.

Article 8 – Le marquage et la signalisation de la zone de stationnement réservée aux personnes handicapées seront établis sur base de la réglementation en vigueur. Excepté les cas repris à l'article 7 (2^{ème} paragraphe), les charges résultant du placement, de l'entretien ou du renouvellement de la signalisation et du marquage au sol incombent à l'administration communale.

Article 9 – Les emplacements réservés ne sont pas individualisés. Ils ne sont jamais à usage personnel et restent accessibles à toutes les personnes titulaires de la carte spéciale de stationnement.

Article 10 – Dès leur entrée en vigueur, les dispositions du présent règlement seront applicables tant pour les anciennes demandes que pour les nouvelles.

Article 11 – Le présent règlement entre en vigueur à la date du 15 mars 2017.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Mobiliteit - Nieuw reglement betreffende de reservering van parkeerplaatsen voor gehandicapten.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende het voorbehouden van een parkeerplaats voor gehandicapten, goedgekeurd in zijn zitting van 26 april 2007;

Gelet op de omzendbrief van 25 april 2003 van de Minister van Mobiliteit en Vervoer betreffende het voorbehouden van parkeerplaatsen voor gehandicapten, die de omzendbrief van 16 februari 2001 betreffende hetzelfde onderwerp wijzigt en aanvult;

Gelet op het voetgangersvademeccum Brussels Hoofdstedelijk Gewest nr 4 «Cahier voetgangerstoegankelijkheid – Richtlijnen voor de inrichting van voor iedereen toegankelijke openbare ruimte»;

Gelet op het Iris 2-plan, goedgekeurd op 9 september 2010, die voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen 2015-2020 een strategie op het vervoerbeleid installeert;

Gelet op het Gewestelijk Parkeerplan in werking getreden op 1 januari 2014;

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

Gelet op het Koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op

de politie van het wegverkeer;

Gelet op het Ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald;

Gelet op het algemeen aanvullend reglement op de politie op het wegverkeer, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 24 september 2014 en laatst gewijzigd in de zitting van de Gemeenteraad van 20 april 2016;

Overwegende dat het noodzakelijk is om rekening te houden met de vele veranderingen en eisen op gebied van mobiliteit;

Overwegende de verkregen adviezen van de juridische dienst, de dienst sociale actie, evenals van de FOD Sociale Zekerheid;

BESLUIT:

Enig artikel:

Het reglement betreffende het voorbehouden van een parkeerplaats voor gehandicapten, goedgekeurd in de zitting van de Gemeenteraad van 26 april 2007 in te trekken, en deze als volgt te vervangen:

Artikel 1 – Iedere gehandicapte (hierna genoemd de «aanvrager»), die voldoet aan de voorwaarden van het huidige reglement terug te vinden in de artikels 2 en 3, kan aan het Gemeentebestuur vragen om een parkeerplaats voor personen met een handicap in de buurt woon- of werkplaats aan te vragen.

Artikel 2 – De aanvrager kan een verzoek indienen op grond van artikel 1 en op basis van de volgende voorwaarden:

- zijn woonplaats of werkplek beschikt niet over geen garage of private parkeerplaats die een echte toegankelijkheid toelaat;
- hij de eigenaar is van een voertuig of vervoerd wordt door een persoon die op hetzelfde adres gedomicilieerd is;
- hij in het bezit is van de speciale parkeerkaart;
- de parkeerplaats moet geplaatst kunnen worden op een maximale afstand van 50 meter van de ingang van zijn woonst of zijn werkplaats.

Artikel 3 – Om aan de voorwaarden voor toekenning van de parkeerplaats te voldoen, moet de aanvrager de volgende bewijsstukken kunnen voorleggen:

- een volledig ingevuld aanvraagformulier;
- een recto-verso kopij van de speciale parkeerkaart (blauwe kaart);
- een recent attest van erkenning van handicap verkregen bij het FOD Sociale Zekerheid, dat een periode van herkenning van onbepaalde duur omschrijft. Dit attest moet op zijn minst 12 punten «vermindering van de zelfstandigheid», waarvan minimum 2 punten voor het criterium «zich verplaatsen» vermelden;
- een bewijs van het bezit van een eigen voertuig, door middel van een kopij van de groene verzekeringskaart van het voertuig van het lopende jaar;
- een kopij van het rijbewijs van de aanvrager, of indien verschillend, van de bestuurder;
- het bewijs dat de aanvrager woonachtig is op het adres, of indien verschillend, van de bestuurder op het adres van de reservering;
of
- een attest van de werkgever, dat de werkplaats van de aanvrager en het ontbreken van een toegankelijke private parkeergelegenheid bewijst;

Artikel 4 – Na indiening van het volledige dossier, zal de aanvrager een ontvangstbewijs overhandigd worden waarin de loop van de procedure wordt uitgelegd.

Artikel 5 – Na voorafgaand onderzoek van het dossier en indien nodig, kan de Dienst Mobiliteit een aanvullend politieadvies aanvragen. In dat geval begeeft de politie zich naar de woonst van de aanvrager. In geval van afwezigheid wordt een dagvaarding naar de aanvrager gestuurd, zodat deze laatste een afspraak met de politiezone Brussel-West-Brussel maakt. Na drie onbeantwoorde dagvaardingen wordt de aanvraag nietig verklaard en wordt het dossier stopgezet.

Artikel 6 – De aanvraag wordt door het College van Burgemeester en Schepenen onderzocht op basis van het advies afgeleverd door de dienst Mobiliteit, en in voorkomend geval, door deze van de politie. In het geval van goedkeuring, zal het College aan de Gemeenteraad voorstellen een reglement tot plaatsing van een gereserveerde parkeerplaats vast te stellen.

Artikel 7 – Vernieuwing: in het geval van een goedkeuring is de aanvrager verplicht om zijn aanvraag jaarlijks te hernieuwen. De aanvrager wordt eraan gehouden zijn dossier voor hernieuwing bij de dienst Mobiliteit in te dienen, uiterlijk op 31 januari van elk jaar, met uitzondering van de eerste vervalddag na de eerste reservering. Deze hernieuwing zal aan de gemeente toelaten om te controleren of de aanvrager nog steeds voldoet aan de hierboven genoemde voorwaarden. Hiertoe moet het dossier het volgende omvatten:

- een kopij van de groene verzekeringskaart van het voertuig van het lopende jaar;
- indien het om een reservering in de buurt van de werkplaats van de aanvrager gaat, zal een attest van de werkgever gevraagd worden, als bewijs van het ontbreken van een private parkeergelegenheid;

Indien het om een reservering in de nabijheid van de woonst gaat, zal de gemeente zelf jaarlijks het behoud van de domicilie van de aanvrager en/of bestuurder nagaan;

Wanneer er niet binnen de voorziene termijn verlengd wordt, zal de gemeente een herinnering aan de aanvrager sturen. Indien de laatstgenoemde hier niet binnen de 15 dagen op reageert, wordt de reservering geannuleerd en de signalisatie verwijderd. In geval van een reactie buiten de voorziene termijn, zal de aanvrager zelf financieel instaan voor het herplaatsen van de parkeerplaats.

Artikel 8 – De markering en de signalisatie van de gereserveerde parkeerplaats voor personen met een handicap zullen worden vastgesteld op basis van kracht zijnde regelgeving. Met uitzondering van de in artikel 7 (2^{de} paragraaf) genoemde gevallen, zijn de kosten als gevolg van de plaatsing, het onderhoud of de vernieuwing van de signalisatie en de wegmarkering volledig gedragen door het gemeentebestuur.

Artikel 9 – Parkeerplaatsen voor gehandicapten zijn niet nominatief. Ze zijn in geen enkel geval te gebruiken voor persoonlijk gebruik en blijven toegankelijk voor alle personen die in het bezit zijn van de speciale parkeerkaart.

Artikel 10 – Vanaf hun inwerkingtreding, zullen de bepalingen van het huidig reglement van toepassing zijn voor zowel de oude als voor de nieuwe aanvragen.

Artikel 11 – Het huidig reglement treedt in werking op datum 15 maart 2017.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides communaux arrêté par le Conseil communal en séance du 19 avril 1984 ;

Vu la demande du 26 janvier 2017 de l'association « Le Brass'art » située rue de Molenbeek, 89 à 1020 Laeken, concernant une demande d'aide financière pour le projet de formation en langue des signes;

Considérant que le Brass'art.be est une brasserie artistique numérique sur Molenbeek qui rassemble un public représentatif de la diversité bruxelloise. Un espace de connexion constante proposé au public en fracture numérique;

Considérant que ce subside sera liquidé sur le compte bancaire de l'association «Le Brass'art», N° d'entreprise : 472 922 807, N° de compte : IBAN BE69 000 1937 8778;

Considérant les crédits disponibles à l'article budgétaire 8510/332/02 de l'exercice en cours.

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de € 1000,00 à l'association « Le Brass'art » située rue de Molenbeek, 89 à 1020 Laeken.

Article 2 :

D'engager la dépense de € 1000,00 à l'article budgétaire 8510/332/02 de l'exercice en cours et de verser le montant sur le compte bancaire IBAN BE69 000 1937 8778 de l'association «Le Brass'art».

Article 3 :

De charger le service Economie - Classe moyenne - Emploi de prendre les dispositions requises à cet effet.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Economie - Middenstand - Tewerkstelling - Toekenning van een subsidie aan de vzw "Le Brass'art".

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies in zitting van 19 april 1984;

Gelet op de aanvraag van 26 januari 2017 van de vereniging "Le Brass'art" gevestigd in de Molenbeekstraat 89 te 1020 Laken, betreffende een aanvraag van financiële hulp voor het project van een opleiding in de gebarentaal;

Overwegende dat Brass'art.be een digitale artistieke brasserie in Molenbeek is die een publiek bijeenbrengt dat de Brusselse diversiteit vertegenwoordigt. Een ruimte van voortdurende verbinding aangeboden aan het publiek in de digitale kloof;

Overwegende dat deze subsidie zal uitbetaald worden op de bankrekening van de vereniging "Le Brass'art", ondernemingsnummer: 472 922 807, rekeningnummer: IBAN BE69 000 1937 8778;

Overwegende de beschikbare kredieten op het begrotingsartikel 8510/332/02 van het lopende dienstjaar.

BESLIST:

Artikel 1:

Een subsidie van een bedrag van 1000,00 EUR toe te kennen aan de vereniging "Le Brass'art" gelegen Molenbeekstraat 89 te 1020 Laken.

Artikel 2:

De uitgave van 1000,00 EUR vast te stellen en aan te rekenen op het begrotingsartikel 8510/332/02 van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer IBAN BE69 000 1937 8778 van de vereniging "Le Brass'art".

Artikel 3:

De dienst Economie - Middenstand - Tewerkstelling te belasten met het nemen van de hiervoor vereiste beschikkingen.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

22.02.2017/A/0017 **Département Services généraux et Démographie**
Relations Internationales - ASBL Cultura Contro Camorra - Caravane européenne de la légalité: contre toutes les formes de radicalisation violente - Octroi d'un subside.

LE CONSEIL,

Vu la note d'orientation politique sectorielle inscrite dans une réelle politique de solidarité internationale en soutenant modestement un partage d'expérience et de bonnes pratiques avec d'autres pouvoirs locaux du Sud notamment en termes de bonne gouvernance, d'éducation, de participation citoyenne, de culture, d'environnement ou de santé ;

Vu que la note d'orientation politique définit également les différentes missions du service des Relations internationales, à savoir de favoriser les partenariats avec les écoles et le monde associatif afin de sensibiliser la jeunesse molenbeekoise à la solidarité internationale et à l'interdépendance des régions du monde et de la réalité économique, sociale, culturelle, environnementale des pays dits "en voie de développement" ;

Vu le dossier introduit par l'asbl Cultura contro camorra relatif à un soutien financier dans le cadre du projet «Caravane internationale de la légalité», les institutions rencontreront les jeunes le 17 février 2017 ;

Considérant que l'asbl Cultura contro camorra est convaincue que le crime organisé :

- n'est pas un problème localisé dans certaines régions, mais s'étend à l'ensemble du territoire de l'Union européenne ;
- détruit la sociabilité, s'approprie l'économie noire et s'insère solidement dans l'économie compromet sérieusement la démocratie ;
- doit être combattu par les Etats, les régions et les communes sur la base de lois appopriées, mais aussi et surtout avec la participation de la société civile ;

Considérant que la «Caravane internationale de la légalité» est un instrument extraordinaire d'animation du territoire qui met l'accent sur les questions liées à la démocratie, à la participation et à la résistance contre toute forme de manipulation ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 1500/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

Sur proposition du Collège échevinal ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 500,00 EUR à l'asbl Cultura contre camorra, sise Avenue Molière 180, 1050 Bruxelles, afin de les aider à organiser leur projet européens ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 1500/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE45 0688 9934 1789 de l'association.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Internationale betrekkingen - VZW Cultura Contro Camorra - Caravane

internationale de la légalité: tegen alle vormen van gewelddadige radicalisering -

Toekenning van een subsidie.

DE RAAD,

Gelet op de sectoriële politieke oriëntatienota ingeschreven in een werkelijk beleid van internationale solidariteit en tot de bescheiden ondersteuning van het delen van ervaringen met de andere plaatselijke overheden van het Zuiden, hoofdzakelijk in termen van goed bestuur, opvoeding, burgerparticipatie, cultuur, milieu of gezondheid; Gelet op het feit dat de politieke oriëntatienota eveneens de verschillende opdrachten beschrijft van de dienst Internationale Betrekkingen, te weten de bevordering van de partners via de scholen en het verenigingswezen teneinde de Molenbeekse jeugd te sensibiliseren voor de internationale solidariteit en de onderlinge afhankelijkheid van de wereldstreken en de economische, maatschappelijke, culturele, milieugebonden werkelijkheid van de zogenaamde "ontwikkelingslanden";

Gelet op het dossier ingediend door de vzw Cultura contro camorra betreffende een financiële ondersteuning in het kader van het project "*Caravane internationale de la légalité*", dat de instellingen op 17 februari 2017 de jongeren zullen ontmoeten;

Overwegende dat de vzw Cultura contro camorra ervan overtuigd is dat de georganiseerde misdaad:

- niet een probleem is dat zich situeert in bepaalde streken, maar dat zich uitstrekt tot het hele grondgebied van de Europese Unie;
- de sociabiliteit vernietigt, zich meester maakt van de zwarte economie en de democratie serieuze schade toebrengt;
- moet bestreden worden door de Staten, de streken en de gemeenten op basis van aangepaste wetten, maar ook en vooral via deelname aan de burgermaatschappij;

Overwegende dat de "*Caravane internationale de la légalité*" een buitengewoon animatie-instrument op het grondgebied is dat de klemtoon legt op de vragen over democratie, participatie en weerstand tegen elke vorm van manipulatie;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 1500/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

Op voorstel van het Schepencollege;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 500,00 EUR toe te kennen aan de vzw Cultura contre camorra, gelegen Molièrelaan 180, 1050 Bruxelles, teneinde deze te helpen bij de organisatie van haar Europees project;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 1500/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE45 0688 9934 1789 van de vereniging.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

22.02.2017/A/0018 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subsidie à l'association de fait « PlayforIndigo ».

LE CONSEIL,

Considérant que cette association a été fondée dans le cadre d'un projet mené par des étudiants de la faculté d'économie et des sciences commerciales de KU Leuven, campus de Bruxelles ;

Considérant que ce projet consiste en l'organisation d'un tournoi caritatif de mini-foot qui se déroulera salle Beudin, à Molenbeek-Saint-Jean, le 1^{er} mars 2017 ;

Considérant l'objectif visé par cette association de reverser intégralement les recettes de cet évènement à l'asbl « Villa Indigo » ;

Considérant que « Villa Indigo », sise Rue Colonel Bourg 156A, 1140 Evere, est une asbl accueillant pour de courts séjours, les enfants atteints de maladies qui demandent une prise en charge importante et dont le pronostic est souvent réservé ;

Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche sportive et citoyenne ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subsidie d'un montant de 400,00 EUR à l'association de fait « PlayforIndigo », sise Rue Montagne aux Herbes Potagères 26, 1000 Bruxelles, pour l'aider à organiser son tournoi de charité, le 1^{er} mars 2017, à Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2017 et de verser le montant sur le n° de compte : BE34 7506 7705 3290 de l'association dans les limites des douzièmes provisoires ;

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de feitelijke vereniging "PlayforIndigo".

DE RAAD,

Overwegende dat deze vereniging opgericht werd in het kader van een project geleid door studenten van de faculteit economie en handelswetenschappen van de KU Leuven, campus Brussel;

Overwegende dat dit project bestaat uit de organisatie van een liefdadigheidstoernooi van minivoetbal dat zal plaatsvinden op 1 maart 2017 in de Beudinzaal in Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende de beoogde doelstelling door deze vereniging om de inkomsten van dit evenement integraal terug te storten aan de vzw "Villa Indigo";

Overwegende dat "Villa Indigo", gelegen Kolonel Bourgstraat 156A, 1140 Evere, een vzw is die zieke kinderen voor korte verblijven opvangt, die een belangrijke tenlasteneming vragen en van wie de prognose vaak onzeker is;

Overwegende dat het aangewezen is om deze vereniging aan te moedigen in haar sportieve en burgerlijke onderneming;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST:

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 400,00 EUR toe te kennen aan de feitelijke vereniging "PlayforIndigo", gelegen Warmoesbergstraat 26, 1000 Brussel, om deze vereniging te helpen om haar liefdadigheidstoernooi te organiseren op 1 maart 2017 te Sint-Jans-Molenbeek, binnen de perken van de voorlopige twaalfden;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 (subsidie aan organismen) van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer: BE34 7506 7705 3290 van de vereniging.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

22.02.2017/A/0019 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subsidie à l'asbl « Espoir Molenbeek ».

LE CONSEIL,

Considérant que l'asbl a pour but la promotion du sport en général et la santé ;

Considérant que ce club de foot en salle encadre un public de jeunes ;

Considérant que cette association occupe actuellement la salle omnisports du Sippelberg ;

Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche citoyenne et sportive ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

d'accorder un subside d'un montant de 500,00 EUR à l'asbl Espoir Molenbeek (n° BE0666.911.523) sise Chaussée de Gand, 240, à 1080 Bruxelles, pour l'aider à encadrer leurs 17 joueurs durant la saison 2016-2017 ;

Article 2 :

de réserver la dépense à l'article 7640/332/02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2017 dans la limite des deuxièmes provisoires, et de verser le montant sur le n° de compte : BE35 3630 6080 9037 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw "Espoir Molenbeek".

DE RAAD,

Overwegende dat de vzw als doel de bevordering van de sport in het algemeen en de gezondheid heeft;

Overwegende dat deze zaalvoetbalclub een jong publiek omkadert;

Overwegende dat deze vereniging momenteel de omnisportzaal van de Sippelberg gebruikt;

Overwegende dat het past om deze vereniging bij haar burgerlijke en sportieve onderneming aan te moedigen;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST:

Artikel 1:

Een subsidie van een bedrag van 500,00 toe te kennen aan de vzw Espoir Molenbeek (nr. BE0666.911.523) gelegen Gentsesteenweg 240 te 1080 Brussel, om deze te helpen bij de omkadering van haar 17 spelers tijdens het seizoen 2016-2017, binnen de perken van de voorlopige twaalfden;

Artikel 2:

De uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 (subsidie aan organismen) van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE35 3630 6080 9037 van de vereniging.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

Considérant que cette association a pour missions le développement des jeunes dans leur diversité à travers un travail sur la confiance en soi et leur implication citoyenne ;
Considérant que l'asbl vise à conseiller les jeunes en termes d'orientations académiques et professionnelles en valorisant leur talent ;
Considérant que cette asbl a aussi pour buts de créer des synergies entre les différentes structures et acteurs en contact avec les jeunes et d'établir une structure de formation à l'adresse des jeunes et des acteurs impliqués dans leur épanouissement ;
Considérant qu'elle organise en 2017 une journée de Team Building dans le cadre de la formation TYNagers ;
Considérant que cette formation vise à conscientiser les jeunes aux enjeux de société de façon ludique et interactive ;
Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche de cohésion de groupe ;
Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 450,00 EUR à l'asbl Talented Youth Network (n° 0537.696.734), sise Rue Ransfort, 17-19 à 1080 Bruxelles, pour l'aider à organiser sa journée de Team Building ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 (subsidés aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2017, dans la limite des douzièmes provisoires, et de verser le montant sur le n° de compte : BE71 3631 2953 6769 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw "Talented Youth Network".

DE RAAD,

Overwegende dat deze vereniging als taak de ontwikkeling van de jongeren in hun diversiteit heeft door te werken aan hun zelfvertrouwen en hun burgerlijke betrokkenheid;
Overwegende dat de vzw de bedoeling heeft de jongeren raad te geven betreffende academische en professionele oriëntaties door hun talent te herwaarderen;
Overwegende dat de vzw ook als doelstellingen de invoering van synergiën heeft van de verschillende structuren en actoren die in contact staan met jongeren en een opleidingsstructuur voor jongeren en de actoren betrokken bij hun ontplooiing;
Overwegende dat de vzw in 2017 een dag team building organiseert in het kader van de opleiding TYNagers;

Overwegende dat deze opleiding beoogt de jongeren bewust te maken over de inzet van de maatschappij op een speelse en interactieve manier;
Overwegende dat het past deze vereniging aan te moedigen in haar onderneming van samenhang in een groep;
Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 450,00 toe te kennen aan de vzw Talented Youth Network (nr. 0537.696.734) gelegen Ransfortstraat 17-19 te 1080 Brussel, om deze te helpen bij de organisatie van haar dag team building, binnen de perken van de voorlopige twaalfden;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 (subsidie aan organismen) van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE71 3631 2953 6769 van de vereniging.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

22.02.2017/A/0021 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subsidie à l'asbl « Vision Solidaire ».

LE CONSEIL,

Considérant que cette association a pour missions le développement et la promotion de l'inclusion par le sport ;

Considérant que l'asbl vise à renforcer la construction identitaire des jeunes Bruxellois ;
Considérant que, depuis 10 ans, cette structure a pour objectifs de faciliter l'insertion sociale, culturelle et économique des jeunes Bruxellois ainsi que de combattre le désœuvrement qui les affecte ;

Considérant que « Vision Solidaire » transmet des valeurs de paix, de tolérance, de respect d'autrui et de fraternité ;

Considérant que cette asbl encourage un public fragilisé socialement et économiquement à s'adonner aux sports de self-défense, sans aucune distinction de race, de culture, de religion ou de genre ;

Considérant qu'elle vise à développer les relations interindividuelles et culturelles lors d'évènements sportifs internationaux ;

Considérant que cette asbl souhaite organiser le 21 janvier prochain, un gala de kickboxing, au Hall des Sports Heyvaert ;

Considérant que les objectifs de cet événement sont de promouvoir le sport pour tous ainsi que l'image de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant l'impact médiatique positif attendu ;

Considérant qu'associer la commune de Molenbeek-Saint-Jean à un tel événement produira un effet positif remarquable sur son image ;

Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche citoyenne

et sportive ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 1000,00 EUR à l'asbl Vision Solidaire (n° 835.024.005), sise Rue François Vekemans, 167 à 1120 Bruxelles, pour l'aider à organiser son évènement, le 21 janvier 2017 ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 (subsidés aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2017 dans la limite des douzièmes provisoires, et de verser le montant sur le n° de compte : BE36 0016 3968 6481 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw "Vision Solidaire".

DE RAAD,

Overwegende dat deze vereniging als taken de ontwikkeling en de bevordering van de insluiting via sport heeft;

Overwegende dat de vzw beoogt de identitaire constructie van de jonge Brusselaars te versterken;

Overwegende dat deze structuur sinds 10 jaar als doelstellingen heeft om van de sociale, culturele en economische inschakeling van de jonge Brusselaars te vergemakkelijken alsook om hun gevoel van nuttelosheid te bestrijden;

Overwegende dat "Vision Solidaire" waarden overbrengt van vrede, tolerantie, respect voor anderen en broederschap;

Overwegende dat deze vzw een sociaal en economisch zwak publiek aanmoedigt om te zich te wijden aan zelfverdedigingssporten, zonder enig verschil in ras, cultuur, religie of geslacht;

Overwegende dat ze beoogt interindividuele en culturele betrekkingen te ontwikkelen bij internationale sportevenementen;

Overwegende dat deze vzw wenst op 21 januari aanstaande een gala van kickboksen te organiseren in de Heyvaertsporthal;

Overwegende dat de doelstellingen van dit evenement de bevordering van de sport voor iedereen alsook het imago van gemeente Sint-Jans-Molenbeek zijn;

Overwegende de verwachte positieve media-impact;

Overwegende dat het associëren van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek met dergelijk evenement een opmerkelijk positief effect zal hebben op haar imago;

Overwegende dat het past om deze vereniging aan te moedigen in haar onderneming van samenhang in een groep;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST:

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 1000,00 toe te kennen aan de vzw Vision Solidaire (nr. 835.024.005) gelegen François Vekemansstraat 167 te 1120 Brussel, om deze te helpen bij de organisatie van haar evenement op 21 januari 2017, binnen de perken van de voorlopige twaalfden;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 (subsidie aan organismen) van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE36 0016 3968 6481 van de vereniging.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

22.02.2017/A/0022 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside à la vzw Gemeenschapscentrum De Vaartkapoen.

LE CONSEIL,

Considérant que la vzw Gemeenschapscentrum De Vaartkapoen a pour objectif l'émancipation des habitants du quartier souvent précarisés au niveau socio-économique et leur implication dans la société;

Considérant que cette association organise un week-end éducatif et sportif à la côte belge à destination de son public féminin et de leurs enfants;

Considérant les bienfaits du sport en termes de santé mais aussi de socialisation et de cohésion sociale ;

Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche citoyenne et sportive;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 600,00 EUR à la vzw Gemeenschapscentrum De Vaartkapoen (n°449 229 764), sise rue de l'Ecole, 76 à 1080 Bruxelles, afin de l'aider à organiser son week-end éducatif et sportif;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2017, dans la limite des douzièmes provisoires, et de verser le montant sur le n° de compte BE26 4329 1950 0129 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw Gemeenschapscentrum De Vaartkapoen.

DE RAAD,

Overwegende dat de vzw Gemeenschapscentrum De Vaartkapoen als doelstelling de emancipatie van de vaak kansloze wijkbewoners op het socio-economisch vlak en hun betrokkenheid bij de maatschappij heeft;

Overwegende dat deze vereniging een educatief en sportief weekend aan de Belgische kust organiseert voor haar vrouwelijk publiek en hun kinderen;

Overwegende de weldaden van sport voor de gezondheid maar ook voor socialisering en sociale samenhang;

Overwegende dat het past deze vereniging aan te moedigen in haar burgerlijke en sportieve ondernemingen;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 600,00 EUR toe te kennen aan de vzw Gemeenschapscentrum De Vaartkapoen (nr.449 229 764), gelegen Schoolstraat 76 te 1080 Brussel, teneinde haar te helpen bij de organisatie van haar educatief weekend binnen de perken van de voorlopige twaalfden;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 (subsidie aan organismen) van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE26 4329 1950 0129 van de vereniging.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

22.02.2017/A/0023 **Département Développement Durable et Espaces Publics**
Charroi - Déclassement économique de deux bus scolaires : 1 Irisbus Midway Axer et 1 Renault Tracer.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Considérant que l'année de la mise en circulation des cars scolaires de marques Irisbus, type Midway Axer, immatriculé HHQ196 (numéro de châssis VNEC610746M010976) et Renault, type Tracer, immatriculé 1EGB131 (numéro de châssis (VF6R332A1000003157) est respectivement de 2006 et 1999;

Considérant que les deux cars sont à l'arrêt depuis plus d'un an;

Considérant que les cars immatriculés HHQ196 et 1EGB131 présentent actuellement un compteur kilométrique de respectivement plus de 150.000 et 250.000;
Considérant que la remise en état complète des véhicules est économiquement impossible, le montant serait supérieur à leur valeur actuelle;
Considérant, qu'au vu de ces éléments, les véhicules seront dès lors en état de déclassement économique.

DECIDE :

Article 1 :

De déclasser économiquement les cars scolaires immatriculés HHQ196 (numéro de châssis VNEC610746M010976) et 1EGB131 (numéro de châssis VF6R332A1000003157).

Article 2 :

D'informer la compagnie d'assurance ainsi que le Ministère des Communications de ces dispositions.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services de l'Economat (B10), des Affaires juridiques (B19), de la Recette communale (B4) et des Finances (B6).

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte

Wagenpark - Economische declassering van twee schoolbussen : 1 Irisbus Midway Axer en 1 Renault Tracer.

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt;

Overwegende dat de jaren van het in het verkeer brengen van de schoolbussen van het merk Irisbus, type Midway Axer, met nummerplaat HHQ196 (chassisnummer VNEC610746M010976) en Renault, type Tracer, met nummerplaat 1EGB131 (chassisnummer VF6R332A1000003157) respectievelijk 2006 en 1999 zijn;

Overwegende dat de twee bussen sinds langer dan één jaar stilstaan;

Overwegende dat de bussen met de nummerplaten HHQ196 en 1EGB131 momenteel een kilometerteller vertonen van respectievelijk meer dan 150.000 en 250.000;

Overwegende dat de volledige herstelling van de voertuigen economisch gezien onmogelijk is, omdat dit meer zou kosten dan ze momenteel waard zijn;

Overwegende dat, gezien deze elementen, de voertuigen economisch gedeclasseerd moeten worden;

BESLIST :

Artikel 1 :

Aan de Gemeenteraad voor te stellen om de schoolbussen met nummerplaten HHQ196 (chassisnummer VNEC610746M010976) en 1EGB131 (chassisnummer VF6R332A1000003157) economisch te declasseren.

Artikel 2 :

De verzekeringsmaatschappij alsook het Ministerie van Verkeer in te lichten over deze beschikkingen.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

Verzending van deze beraadslaging aan de diensten Economaat (B10), de Juridische Zaken (B19), Gemeentekas (B4) et Financiën (B6).

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Michel Eylenbosch quitte la séance / verlaat de zitting

22.02.2017/A/0024 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur De Block, Conseiller communal PTB-PVDA, relative à la diffusion vidéo du conseil communal via les réseaux sociaux.

LE CONSEIL,

Vu que la Nouvelle Loi Communale, dans son article 93, stipule expressément que les séances du conseil communal soient publiques;

Vu l'importance accordé à la transparence par le programme de la majorité 2012-2018;
Considérant que les séances du conseil communal se terminent régulièrement tard, à minuit, ou même plus tard encore, et que cela nuit pratiquement à la publicité des points traités à la fin de l'ordre du jour;

Considérant qu'un nombre limité de personnes, comparé aux nombre d'habitants, assiste aux séances du conseil communal;

Considérant qu'avec un investissement modeste, il est possible d'enregistrer sur caméra vidéo les images et le son des séances du conseil communal;

Considérant qu'il est relativement facile de publier ses vidéos sur le site de Molenbeek, et de publier un lien des vidéos via les comptes média sociaux de la commune;

Considérant qu'il existe des moyens pour diffuser live des images vidéo gratuitement via des réseaux sociaux;

Considérant que ces mesures rendront accessibles à un public plus large, les débats au conseil communal;

Considérant qu'il est de notre devoir de stimuler l'information de la population, et qu'à l'heure actuelle, cela se passe souvent via les images vidéos et les réseaux sociaux;

Considérant que les images vidéos sont beaucoup plus regardées que des textes sur les médias sociaux;

Considérant qu'il est de notre devoir de stimuler l'intérêt et la participation des Molenbeekois à la vie politique de notre commune;

Considérant que - dès lors - il est à la commune de prendre des mesures proactives pour permettre que le contenu des débats et décisions du conseil communal touchent un maximum de personnes d'une façon active, et qu'ils doivent faire le moins d'efforts d'aller le chercher;

DECIDE :

Article 1 :

De filmer les parties publiques des séances du conseil communal.

Article 2 :

De publier la vidéo sur le site molenbeek.be dans les plus brefs délais.

Article 3 :

De streamer live les images des séances du conseil communal.

Le point est rejeté.

33 votants : 11 votes positifs, 20 votes négatifs, 2 abstentions.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mijnheer De Block, Gemeenteraadslid PTB-PVDA, betreffende de video-uitzending van de gemeenteraad via sociale netwerken.

Het punt wordt verworpen.

33 stemmers : 11 positieve stemmen, 20 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

Michel Eylenbosch entre en séance / treedt in zitting

Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting

22.02.2017/A/0025

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur De Block, Conseiller communal PTB-PVDA, relative à la transparence des mandats des mandataires molenbeekois.

Le point est reporté, à la demande de Monsieur De Block.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mijnheer De Block, Gemeenteraadslid PTB-PVDA, betreffende de transparantie van de mandaten van de Molenbeekse mandatarissen.

Het punt wordt verdaagd, op verzoek van Mijnheer De Block.

Patricia Vande Maele quitte la séance / verlaat de zitting

Christian Magérus quitte la séance / verlaat de zitting

Houria Ouberri quitte la séance / verlaat de zitting

22.02.2017/A/0026

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Damme, Conseiller communal SP.A, relative au White Star - Report du 21/12/2016 - Report du 25/01/2017.

Le point est retiré de l'ordre du jour, à la demande de Monsieur Van Damme.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme, Gemeenteraadslid SP.A, betreffende de White Star - Uitstel van 21/12/2016 - Uitstel van 25/01/2017.

Het punt wordt van de dagorde gehaald, op verzoek van Mijnheer Van Damme.

Michel Eylenbosch quitte la séance / verlaat de zitting

22.02.2017/A/0027 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Achaoui, Conseiller communal PS, relative à l'Ecole des Jeunes - Report du 21/12/2016 - Report du 25/01/2017.

Le point est retiré de l'ordre du jour, Monsieur Achaoui va introduire une question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Achaoui, Gemeenteraadslid PS, betreffende de Jeugdschool - Uitstel van 21/12/2016 - Uitstel van 25/01/2017.

Het punt wordt van de dagorde gehaald, Mijnheer Achaoui zal een schriftelijke vraag indienen.

22.02.2017/A/0028 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ait Jeddig, Conseiller communal Islam, relative à l'école des jeunes du RWSB - Report du 21/12/2016 - Report du 25/01/2017.

Le point est reporté, à la demande de Monsieur Ait Jeddig.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Ait Jeddig, Gemeenteraadslid Islam, betreffende de jeugdschool van RWSB - Uitstel van 21/12/2016 - Uitstel van 25/01/2017.

Het punt wordt verdaagd, op verzoek van Mijnheer Ait Jeddig.

Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting

22.02.2017/A/0029 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur DE BLOCK, Conseiller communal PTB-PVDA, relative à la fermeture de l'agence Fortis, avenue des Tamaris - Report du 25/01/2017.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur De Block, dont le texte suit:

Madame la bourgmestre, la fermeture de l'agence bancaire BNP Paribas Fortis située rue des tamaris est la n-ième agence qui ferme à Molenbeek.

Cette fermeture suscite énormément de mécontentement de la part des habitants du quartier. Plein de gens utilisent cette agence. Comme vous savez, surtout des personnes âgées auront très difficile de se déplacer à Prince de Liège ou à Karreveld.

Encore une banque qui a été sauvé avec de l'argent public, diminue son service à la population.

J'ai entendu que vous avez envoyé une lettre à BNP Paribas Fortis. Pourriez-vous nous communiquer le contenu de cette lettre?

Et ne pensez-vous pas qu'il faudra une pression plus grande pour faire changer cette banque d'avis?

Quelles démarches supplémentaires comptez vous entreprendre envers la direction de la banque pour que cette dernière revienne sur sa décision de fermer l'agence?

Est-ce que vous avez demandé une rencontre avec la direction?

Est-ce que la commune peut lever une sur-taxe pour les banques qui n'assurent pas un minimum d'agences par habitants p.ex.?

Quelles autres pistes sont à explorer?

Dirk De Block

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer DE BLOCK, Gemeenteraadslid PTB-PVDA, betreffende de sluiting van de agentschap Fortis, Tamarislaan - Uitstel van 25/01/2017.

De Raad neemt kennis.

22.02.2017/A/0030 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Azaoum, Conseiller communal PS, relative au remboursement du précompte immobilier des locataires des logements communaux - Report du 25/01/2017.

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite à la demande de Monsieur Azaoum.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Azaoum, Gemeenteraadslid PS, betreffende de terugbetaling van de onroerende voorheffing aan de verhuurders van de gemeentelijke woningen - Uitstel van 25/01/2017.

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgevormd in schriftelijke vraag door Mijnheer Azaoum.

22.02.2017/A/0031 **Département Services généraux et Démographie**

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur De Block, Conseiller communal PTB-PVDA, relative à la transparence des mandats des mandataires molenbeekois.

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite à la demande de Monsieur De Block.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer De Block, Gemeenteraadslid PTB-PVDA, betreffende de transparantie van de mandaten van de molenbeekse mandatarissen.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgevormd in schriftelijke vraag op verzoek van Mijnheer De Block.

22.02.2017/A/0032 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Gjanaj, Conseiller communal PS, relative à l'utilisation des contrats d'insertion par la Commune.**

Le point est reporté, à la demande de Monsieur Gjanaj.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Gjanaj, Gemeenteraadslid PS, betreffende het gebruik van de immersiecontracten door de Gemeente.**

Het punt wordt verdaagd, op verzoek van Mijnheer Gjanaj.

22.02.2017/A/0033 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Gjanaj, Conseiller communal PS, relative aux bus scolaires communaux.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Gjanaj, dont le texte suit :

Madame la Bourgmestre,

En tant que responsable de l'enseignement dans notre commune, vous nous aviez rassuré au conseil communal de juin 2016 sur le fait qu'il n'y aurait pas de privatisation des bus scolaires à Molenbeek.

Vous nous aviez précisé que la flotte allait être remise en ordre, en tout cas pour deux des véhicules, et pourrait reprendre son office au service de nos enfants.

Aujourd'hui nous avons pu constater avec une grande tristesse et beaucoup d'incompréhension dans quel état sont au moins deux des bus de cette flotte. Nous pensons qu'il s'agit qui plus est des deux bus destinés à reprendre du service et non les deux bus dont vous souhaitiez vous séparer.

Ces véhicules sont garés entre les terrains de football du Stade Machtens. Ils sont dans un état de dégradation important : plusieurs vitres sont cassées et ils sont désormais

ouverts à tout vent. Un extincteur traîne par terre au milieu des bris de verre. Du carburant s'écoulerait même des véhicules.

Dans ce contexte, mes questions s'organiseront autour de quatre axes :

- Comment expliquez-vous que ces deux bus aient pu en arriver à un état pareil de délabrement ? Pourquoi n'ont-ils pas été entreposés de manière sécurisée ? Pourquoi les services communaux ne sont-ils pas intervenus pour les déplacer et ainsi protéger nos enfants et enrayer le vandalisme ?

- Est-ce que ce sont bien les deux bus que vous comptiez garder qui sont au stade Machtens ? Où sont les deux autres ? Restez-vous sur votre déclaration qui se voulait rassurante de ne pas privatiser la flotte ou une partie de celle-ci?

- Quelles perspectives avez-vous dans ce dossier ? Quand les écoles et nos enfants pourront-ils à nouveau bénéficier des bus scolaires ?

- Et, en attendant, comment se passe la prise en charge des activités extra-scolaires, y compris la piscine ? Des activités ont-elles été annulées du fait de cette non-mise à disposition de moyens de transports aux écoles ?

Je vous remercie d'avance pour les réponses que vous pourrez me fournir ?

Amet Gjanaj

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Gjanaj,
Gemeenteraadslid PS, betreffende de gemeentelijke schoolbussen.

De Raad neemt kennis.

Youssef Lakhroufi quitte la séance / verlaat de zitting

22.02.2017/A/0034 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Gjanaj, Conseiller communal PS, relative aux contrôles dans les ASBL.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Gjanaj, dont le texte suit :

Madame la Bourgmestre, Chers Collègues,

Les attentats terroristes du mois de mars 2016 avec leur nombre de victimes ont provoqué un vif émoi dans la population et un sentiment d'insécurité incommensurable.

Notre Commune a subi un grand bashing médiatique venant des 4 coins de la planète. Il est vrai que la cellule terroriste impliquée dans cet attentat comme de celui de la France quelques mois plus tôt vivait en majorité à Molenbeek.

L'image de Molenbeek en a pris un coup certain et ce n'est pas les autorités fédérales qui ont permis de renverser la vapeur avec les slogans réducteurs de son ministre de l'intérieur Jan Jambon. Passé les raccourcis sémantiques, c'est bien au Ministre qu'il revenait de prendre des mesures destinées à répondre au fort besoin de sécurité.

La méthode choisie se devait sûrement d'être à la hauteur des promesses intrinsèques aux slogans réducteurs : « Je vais nettoyer Molenbeek ».

Au niveau du terrain, la police semble donc avoir suivi à la lettre la philosophie de

punition de masse avec très peu de résultats concrets : les visites domiciliaires et les contrôles des associations.

La méthode est musclée, elle implique un nombre important de policiers qui débarque sans crier gare dans les associations en demandant les documents classiques qui doivent figurer au siège social des asbl mais aussi la liste des bénévoles et des usagers de ces associations y compris celle des adultes et des enfants et également les extraits bancaires?!!

D'où mes questions :

Sur base de quelle base légale, ces contrôles sont-ils opérés ? Avec quels résultats ? La liste des éléments demandés sont-ils conformes à ce type de contrôle ? Est-ce que les associations subsidiées par la Commune ont également subi ce contrôle et sur base de quelle suspicion ?

Avez-vous des retours des associations et comptez-vous réclamer un changement de philosophie ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Amet Gjanaj, conseiller communal PS

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Gjanaj,
Gemeenteraadslid PS, betreffende de controles in de VZW.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 01:15
Opheffing van de zitting om 01:15

Le Secrétaire Communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Michel Eylenbosch